

tion (mit etwa 12 000 Unterschriften) ein. Die Petenten fordern das Parlament auf, mittels verschiedener Massnahmen Zeichen zu setzen, damit dem Rassismus keine Chance gegeben wird.

2. Die Kommission für Rechtsfragen befasste sich am 30. Oktober 1992 mit dieser Eingabe. Sie kommt zu folgenden Schlüssen:

2.1. Das von den Petenten vorgebrachte Anliegen betreffend den Einsatz gegen die Fremdenfeindlichkeit entspricht grundsätzlich der Botschaft des Bundesrates über den Beitritt der Schweiz zum Internationalen Übereinkommen von 1965 zur Beseitigung jeder Form von Rassendiskriminierung und über die entsprechende Strafrechtsrevision vom 2. März 1992. Die Kommission für Rechtsfragen beantragt dem Nationalrat, auf beide Vorlagen einzutreten und ihnen zuzustimmen. Damit ist dieses Anliegen der Petition verwirklicht.

2.2. Das Stimm- und Wahlrecht für Ausländerinnen und Ausländer sowie die Abschaffung des Saisonnierstatuts, welche von den Petenten gefordert werden, werden dem Bundesrat zur Kenntnis gebracht.

2.3. Die schliesslich von den Petenten verlangte humanitäre Asylpolitik und aktive Menschenrechtspolitik der Schweiz entsprechen der schweizerischen Rechtstradition und haben bereits heute Gültigkeit.

M. Engler présente au nom de la commission le rapport écrit suivant:

1. Le Conseil suisse des Activités de Jeunesse (CSAJ) a déposé, en date du 19 mars 1992, une pétition, pourvue de quelque 12 000 signatures, demandant au Parlement de prendre diverses mesures contre le racisme.

2. La Commission des affaires juridiques qui a examiné cette pétition lors de sa séance du 30 octobre 1992 est parvenue aux conclusions suivantes:

2.1. Les mesures contre le racisme, proposées par les auteurs de la pétition, correspondent aux principes énoncés dans le message du Conseil fédéral du 2 mars 1992 concernant l'adhésion de la Suisse à la Convention internationale de 1965 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et la révision y relative du droit pénal. La Commission des affaires juridiques propose au Conseil national d'entrer en matière sur ces deux objets et de les approuver. Il sera ainsi donné suite à la pétition.

2.2. L'octroi du droit de vote et d'éligibilité aux étrangères et étrangers ainsi que l'abolition du statut de saisonnier, que demandent les auteurs de la pétition, seront transmis au Conseil fédéral pour qu'il en prenne connaissance.

2.3. Enfin, une politique d'asile humaine, de même qu'une politique active des droits de l'homme, autres points sur lesquels porte la pétition, font déjà partie de la tradition juridique suisse et sont aujourd'hui des principes appliqués par notre pays.

Antrag der Kommission

Aus diesen Gründen beantragt die Kommission, die Punkte 2.1 und 2.3 der Petition abzuschreiben, Punkt 2.2 dem Bundesrat zur Kenntnisnahme zu überweisen.

Proposition de la commission

Pour ces raisons, la commission propose de classer les points 2.1 et 2.3 de la pétition et de transmettre le point 2.2 au Conseil fédéral pour qu'il en prenne connaissance.

Angenommen – Adopté

92.033

Extremismus in der Schweiz.

Bericht

Extrémisme en Suisse.

Rapport

Bericht des Bundesrates vom 16. März 1992 (BBl III 201)

Rapport du Conseil fédéral du 16 mars 1992 (FF III 202)

Kategorie III, Art. 68 GRN – Catégorie III, art. 68 RCN

Antrag der Kommission

Mehrheit

Kenntnisnahme vom Bericht

Minderheit

(Scherrer Jürg, Frey Claude, Sandoz)

Rückweisung an den Bundesrat

mit dem Auftrag, auch den Extremismus, welcher unter dem Vorwand des Umweltschutzes, im Rahmen von Antikernkraftaktionen und zunehmend auch von Armeegegnern praktiziert wird, zu analysieren und in den Bericht aufzunehmen.

Proposition de la commission

Majorité

Prendre acte du rapport

Minorité

(Scherrer Jürg, Frey Claude, Sandoz)

Renvoi au Conseil fédéral

avec le mandat d'analyser et de prendre en considération dans le rapport aussi l'extrémisme pratiqué sous prétexte de la protection de l'environnement, dans le cadre d'actions anti-nucléaires et aussi celui pratiqué, de façon croissante, par les opposants à l'armée.

Frau Stamm Judith, Berichterstatlerin: Die Kommission für Rechtsfragen hat in der Sitzung vom 29./30. Oktober vom Bericht über den Extremismus in der Schweiz Kenntnis genommen und empfiehlt Ihnen, dasselbe zu tun.

Ein Antrag auf Rückweisung des Berichtes wurde mit 13 zu 3 Stimmen abgelehnt.

Der Bericht ist ein unter verschiedenen Aspekten schwerverdauliches Stück. Erschreckend, aber auch heilsam ist die Dokumentation ab Seite 21. Sie zwingt uns, den Realitäten in unserem Lande ins Auge zu schauen.

Im übrigen versucht der Bericht etwas zu leisten, was er nicht leisten kann: Er hat die drei Postulate Grendelmeier, Reimann Maximilian und Steffen zusammengefasst. Das musste zu einem unbefriedigenden Resultat führen! Man kann nicht gleichzeitig Fragen über rechtsradikale Umtriebe, über zusätzliche gewalttätige und chaotische Bewegungen in der Schweiz und über religiös motivierte Aktivitäten bis hin zum politischen Terrorismus beantworten.

Der Bericht diene der Kommission trotzdem zu einer eingehenden Diskussion, die aber weitergeführt werden muss. Eine der Schlussfolgerungen aus dem Bericht haben Sie heute morgen mit Ihrem Entscheid bereits befolgt. Wir bitten Sie um Kenntnisnahme.

M. Comby, rapporteur: Selon le Conseil fédéral, les spécialistes classent aujourd'hui dans l'extrémisme les orientations politiques rejetant les valeurs de la démocratie libérale et de l'Etat de droit. Tous les courants extrémistes nourrissent une pensée antidémocratique et s'opposent de ce fait au pluralisme politique tel que l'entend la société démocratique. Aucun courant d'extrémisme ne se pose ou ne se considère comme tel, et pourtant il s'agit bien d'une forme d'intégrisme ou de fondamentalisme de nature politique.

Ce rapport sur l'extrémisme en Suisse est une réponse à plu-

Grendelmeier, Reimann Maximilian et Steffen. Evidemment, ces différents intervenants avaient soulevé des problèmes qui recouvraient tout l'échiquier politique – si vous me passez l'expression – d'où la difficulté de l'exercice dans la présentation et la préparation de ce rapport.

Ce premier rapport du Conseil fédéral sur l'extrémisme en Suisse est sans nul doute incomplet et insuffisant. Mais il a le mérite d'exister et de mettre en lumière un certain nombre de problèmes graves auxquels notre pays est confronté. Même s'il ne faut pas dramatiser exagérément la situation, il faut néanmoins relever l'évolution des actes de violence en Suisse et surtout celle des actions dirigées contre les foyers de demandeurs d'asile. Je vous prie à cet effet de vous référer à la page 33 du rapport du Conseil fédéral. De 1990 à 1991, par exemple, on passe de 27 agressions à 71. Il y a donc manifestement une aggravation de la situation qui devrait attirer notre attention sur ce problème et nous inciter à prendre de nouvelles mesures. Fort heureusement, la situation n'a pas empiré en 1992; elle s'est même sensiblement améliorée.

Nous devons davantage insister – et on l'a dit ce matin maintes fois – sur la prévention et toutes les mesures éducatives. A cet effet, j'aurais souhaité plus particulièrement avoir des informations complémentaires sur les mesures qui ont déjà été prises dans le domaine de l'éducation par les différents cantons, voire par les communes, mais évidemment il n'était pas possible de répondre à toutes les questions dans ce rapport. Ce document, en effet, manque de certains éléments précis et d'indications sur les nombreuses initiatives prises en vue de lutter plus efficacement contre le racisme, l'extrémisme et toute forme de violence.

Nous souhaitons que des mesures concrètes soient prises afin de lutter contre ces fléaux. Outre l'adhésion à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la mise sur pied d'une commission fédérale contre le racisme et l'instauration d'un ombudsman, l'élaboration d'un programme d'action en collaboration entre la Confédération et les cantons aurait certainement des retombées positives, parce qu'effectivement, il faut le souligner, le caractère fédéraliste de la Suisse fait que si l'on veut aboutir dans ce genre de combat il faut le faire en étroite collaboration avec ceux qui en ont les compétences. Ce programme devrait bien sûr respecter les compétences de chaque entité et être préparé avec l'appui de la Conférence des chefs de départements de l'instruction publique de Suisse. M. Koller, conseiller fédéral, d'ailleurs, au sein de la commission, avait accepté cette idée.

J'emprunterai ma conclusion au Conseil fédéral qui s'exprime en ces termes dans son rapport: «Le Conseil fédéral parvient à la conclusion que, de manière générale, l'extrémisme en Suisse n'a pas pris de trop grandes proportions et qu'il n'y a pas lieu de dramatiser. Il juge en revanche inquiétantes certaines formes d'extrémisme, notamment les actes de violence dirigés contre des étrangers, l'extrémisme étranger et les tendances racistes déclarées ou latentes, et estime que nous aurions tort de les négliger. Même diffuses ou mal définies, des craintes de surpopulation étrangère ou des propos xénophobes constituent des avertissements et supposent que les autorités politiques leur accordent une attention toute particulière.» Comment combattre l'extrémisme? Voilà qui est difficile à dire. En fait, il n'existe pas de solution universelle ni de remède susceptible d'éradiquer l'extrémisme ou de préserver le citoyen de ses retombées. L'extrémisme violent peut et doit bien sûr être combattu avec les moyens que nous offrent le droit pénal et la procédure pénale. Et là je crois que, ce matin, nous avons pris des décisions tout à fait positives qui vont dans la bonne direction.

Il serait toutefois vain de croire qu'à elle seule la répression supprimera des comportements ou des opinions extrémistes. Pour atteindre ce but, il faut de vastes efforts à tous les niveaux, en particulier au niveau de l'éducation.

Dans cet esprit, je vous invite vivement, au nom de la majorité de la commission (17 voix contre 1 et 1 abstention), à prendre connaissance du rapport du Conseil fédéral sur l'extrémisme. En outre, la commission a refusé la proposition de renvoi de

C'est au plus profond de la nuit qu'il faut croire à la lumière. Il est réjouissant de constater les réactions salutaires de la population qui dénonce avec courage et détermination les actes de violence commis dans plusieurs pays européens. Les centaines de milliers de personnes qui descendent dans les rues de Berlin, de Bonn ou d'ailleurs, pour crier leur honte face à l'extrémisme et à la discrimination raciale, constituent un immense espoir d'éviter le piège de la violence et du racisme dans l'intérêt de l'humanité.

Scherrer Jürg, Sprecher der Minderheit: Im Namen der Minderheit der Kommission beantrage ich Ihnen Rückweisung des Berichtes zum Extremismus in der Schweiz an den Bundesrat, dies mit dem Auftrag, auch den Extremismus, der unter dem Vorwand des Umweltschutzes, im Rahmen von Antikernkraftaktionen und zunehmend auch von Armeegegnern praktiziert wird, zu analysieren und in den Bericht aufzunehmen. Der Bericht, der uns vorliegt, ist unvollständig und nicht objektiv. Ich gehe mit der Kommissionsmehrheit nicht einig, dass ein Bericht, der sich gesamthaft mit dem Extremismus auseinandersetzen hat – ob Sie den jetzt von links oder rechts oder aus der Mitte kommend beurteilen, spielt keine Rolle –, zu keinem befriedigenden Resultat führen könne. Zu befriedigen vermag der Bericht nur dann nicht, wenn man ganz bewusst einen gewissen, den sogenannten Rechtsextremismus an den Pranger stellen, aber den anderen Extremismus so quasi als gottgegeben hinnehmen will. Damit kann ich mich zusammen mit der Minderheit der Kommission nicht einverstanden erklären.

Wenn Sie den Bericht durchlesen, finden Sie hauptsächlich Hinweise auf Attentate und Anschläge auf Asylbewerber und deren Unterkünfte. Damit werden ganze Seiten gefüllt, da wird jeder einzelne Anschlag mit Datum – und wenn möglich noch mit Uhrzeit – aufgelistet. Dabei fällt auf, dass viele Male steht, eine unbekannte Täterschaft habe diesen oder jenen Anschlag verübt. Allgemein wird dann der Anschlag dem sogenannten Rechtsextremismus zugewiesen. Woher aber will man das wissen, wenn die Täterschaft unbekannt ist? Es wird dann zwar auch noch ein bisschen über den sogenannten Linksextremismus geschrieben, aber mehrere Anschläge zusammen werden einfach in globo abgetan, in etwa einem halben Satz, und damit ist die Sache erledigt.

Der andere Extremismus, ich sage dem jetzt einmal Linksextremismus, ist genauso gefährlich wie der Rechtsextremismus. Er unterscheidet sich aber in einem wesentlichen Punkt: Extremismus, der sich unter dem Deckmantel des Umweltschutzes, im Rahmen von Antikernkraftaktionen und armeerfeindlichen Aktivitäten abspielt, richtet sich gegen die Interessen des Schweizervolkes und ist in diesem Sinne eigentlich staatszersetzend. Das ist der wichtige Punkt.

Im Namen des Umweltschutzes werden Straftaten verübt, die durchaus mit Angriffen auf Asylbewerber zu vergleichen sind. Da werden z. B. in einer Stadt Leute aus den Autos gezerrt und verprügelt, weil sie bei Rotlicht den Motor nicht abgestellt haben. Ja, erklären Sie mir einmal den Unterschied zwischen einer solchen Tat und einem körperlichen Angriff auf einen Asylbewerber!

Der World Wildlife Fund (WWF) und die Tochtergesellschaft, Verkehrs-Club der Schweiz (VCS), haben wiederholt Aktionen gegen den Strassenverkehr durchgeführt. Sie blockieren Strassen. Die Gotthard-Autobahn wurde von Greenpeace blockiert. Ueber diese Straftaten findet man im Bericht ein paar wenige Worte, sofern sie überhaupt erwähnt werden. Wohlverstanden, die Straftaten unter dem Deckmantel des Umweltschutzes sind genau in den Jahren verübt worden, die der Bericht beschlägt.

Kürzlich ist eine Broschüre erschienen, wie man den Strassenverkehr behindert, wie man Strassen blockiert, wie man mit Ketten oder ähnlichem Absperren errichtet, um die Pendler an der Erreichung des Arbeitsplatzes zu hindern. Es sind wiederholt Brandanschläge auf Garagen verübt worden, bei Autos wurden Pneus zerstoßen, Scheiben eingeschlagen, Fahrzeuge beschädigt, und als Bieler muss ich sagen, die Sprayereien in verschiedenen Städten – und Biel ist da eben

Es wird vielleicht noch am Rande erwähnt, aber verniedlicht. Kernkraftwerkgegner fallen auf durch Aktionen, die Ihnen allgemein bekannt sind; unter anderem werden auch Züge, die Kernkraftmaterial transportieren, an der Weiterfahrt gehindert. Armeegegner besetzen zum Beispiel das Baugelände des Waffenplatzes Neuchâten-Anschwilien, und das Triste daran ist, dass sich sogar Parlamentarier an solchen illegalen Aktionen beteiligt haben.

Der Antrag der Minderheit der Kommission will den gesamten Extremismus erfassen, und er will den gesamten Extremismus in der Schweiz, unter welchen Titeln er auch immer auftritt, erfassen und analysieren. Der Extremismus unter dem Deckmantel des Umweltschutzes sowie von Kernkraft- und Armeegegnern ist aber in diesem Land offensichtlich bereits gesellschaftsfähig geworden. Es ist bedenklich, dass sich Leute in diesem Land über alle gesellschaftlichen Normen hinwegsetzen, das Recht verletzen, Gewalttaten verüben können und das dann noch mit dem sogenannten Umweltschutz begründen. Das ist nun wirklich die Höhe, und es ist beschämend, dass in diesem Bericht kein einziges Wort davon erwähnt ist. Im Namen der Minderheit bitte ich Sie, dem Rückweisungsantrag zuzustimmen, denn wir wollen wissen, was in diesem Land effektiv unter extremistischen Aktivitäten läuft, welche Konsequenzen es hat und was dagegen zu tun ist. In diesem Sinn bitte ich Sie, dem Minderheitsantrag zuzustimmen.

M. Ducret: Dans son rapport sur l'extrémisme en Suisse, le Conseil fédéral parvient à la conclusion que, d'une manière générale, ce phénomène n'a pas pris de trop grandes proportions dans notre pays et qu'il ne convient pas de dramatiser. Il se fonde, pour cela, sur l'analyse d'événements et d'incidents intervenus entre 1989 et 1991, alors que ceux-ci ont connu une recrudescence inquiétante dans le courant de cette année, il faut bien l'admettre. Dès lors, reconnaissons que ce rapport, intéressant et instructif, ne colle pas véritablement à l'actualité. De cela, bien évidemment, le Conseil fédéral ne peut être tenu pour responsable. Il nous permet cependant de faire le point sur une préoccupation qui doit être permanente dans un Etat soucieux de défendre les principes de tolérance et de solidarité. Tout d'abord, il faut bien reconnaître avec le gouvernement que l'affaire des fiches, si fortement exagérée par certains, a pour conséquence qu'il devient extrêmement difficile de réunir une information suffisante et fiable et bien plus encore de mener une véritable politique de prévention qui soit efficace. De cela, on n'a pas fini de parler pour le déplorer, nous le croyons.

Ensuite, et quelle que soit l'apparente sérénité affichée par le Conseil fédéral, on ne peut pas ne pas s'inquiéter de la montée des idéologies et des professions de foi extrémistes dans les pays qui nous entourent, avec le danger bien réel d'une contagion que nos frontières ont et auront du mal à endiguer. Il n'y a pas si longtemps encore, en période de croissance et de prospérité, c'était les groupuscules d'extrême gauche qui sévissaient en Europe, financés par l'URSS et ses satellites de l'Est et d'ailleurs. Aujourd'hui, ce sont des activistes d'extrême droite qui profitent de la crise économique mondiale pour exploiter les craintes des citoyens. Tous vivent des mêmes mots d'ordre, tous utilisent les mêmes peurs, tous profitent des mêmes difficultés. C'est la peur de l'immigration, tout d'abord, celle du Sud et de l'Est: les Allemands craignent les Turcs et les Polonais, quand ce ne sont pas les Allemands eux-mêmes; les Italiens, les Tunisiens et les Albanais; les Autrichiens, les Hongrois et les Tchèques; quant aux Suisses – ou certains Suisses, devrais-je dire – ils ont peur de tout le monde, y compris des Européens!

C'est ensuite le réveil des identités des peuples soudain inquiets par leurs racines culturelles et qui trouvent dans le nationalisme une sorte de refuge, quand ce n'est pas un exutoire.

Enfin – et c'est ce que le débat d'aujourd'hui doit nous amener à dénoncer – c'est la passivité qui nous guette devant l'activisme et la violence de certaines minorités. Derrière l'apparente acception du principe des règles démocratiques, on retrouve trop souvent les mêmes ambiguïtés, les mêmes déra-

Qu'il soit de gauche hier ou de droite aujourd'hui, l'extrémisme n'emprunte pas les mêmes chemins que dans les années trente. Il est plus subtil, il vit avec son temps. Il est plus populiste que fasciste, plus protestataire que révolutionnaire. Il doit composer aussi avec un large consensus en faveur des institutions démocratiques, et c'est là la différence la plus importante entre la situation d'aujourd'hui et celle de l'avant-guerre. Il profite enfin de la désaffection des grandes forces politiques traditionnelles dont les discours rationnels et équilibrés ne peuvent plus, malheureusement, rivaliser avec les slogans simplistes, simplificateurs et démagogiques.

Dans son rapport, le Conseil fédéral s'en tient à l'extrémisme violent, considérant que l'extrémisme ne relève pas du combat politique. Il l'admet d'ailleurs, puisqu'il reconnaît que tous les extrémistes ne se déclarent pas nécessairement partisans du recours à la violence, mais ne l'excluent pas ou s'en accommodent, et qu'ainsi l'extrémisme violent ne reflète qu'une part de la réalité. Mais c'est précisément cette démarcation entre la parole et l'acte, entre le fait que partout en Europe, en France, en Allemagne, en Autriche, en Italie, en Espagne ou en Suède des partis d'extrême droite, après ceux d'extrême gauche, relèvent la tête et profitent de succès acquis dans le respect des règles de la démocratie parlementaire pour se donner bonne conscience, qui doit nous interpeller et nous inquiéter.

La relation entre ce phénomène et celui de l'éclosion et la multiplication de groupuscules de skinheads n'est pas évidente partout, tout au moins avec la même intensité. Mais le risque de dérapage ne peut être écarté, même en Suisse et tout particulièrement en Suisse alémanique où l'émergence de certains mouvements de type néonazi devrait nous inciter à la plus extrême vigilance. Jusque dans cette salle, où certains propos, certains accents sont de nature à créer un climat propice à tous les excès.

Dans une période de crise économique, aussi aiguë que celle que nous vivons, les difficultés sociales, le chômage, la nouvelle pauvreté, sont malheureusement les meilleurs vecteurs de propagation de ces idéologies.

C'est pourquoi le groupe démocrate-chrétien, tout en partageant les conclusions du rapport du Conseil fédéral, notamment en ce qui concerne les moyens d'action et de lutte qui doivent être mis en oeuvre pour prévenir ces dangers, tient à affirmer sa volonté et sa détermination de condamner non seulement tous ceux qui se rendent coupables d'actes de violence de caractère raciste, mais aussi ceux qui profitent, directement ou indirectement, de ces excès pour mener leur combat politique. Ne nous trompons pas de cible, Monsieur le Conseiller fédéral, ce ne sont pas les médias qui doivent être montrés du doigt, même si certains journalistes – inconsciemment, j'en suis convaincu – font parfois le jeu des extrémistes en leur faisant une trop complaisante publicité. La presse mène dans ce pays le même combat que le nôtre, dans ce domaine en particulier. C'est donc lui faire un mauvais procès, que le dépit de l'administration fédérale, à la suite de l'affaire des fiches, ne saurait justifier.

En conclusion, le groupe démocrate-chrétien vous invite à prendre acte du rapport du Conseil fédéral et à rejeter la proposition de renvoi.

Frau Heberlein: In der langen Debatte über den Beitritt der Schweiz zum Übereinkommen gegen die Rassendiskriminierung haben sich Phänomene gezeigt, welche im Extremismusbericht immer wieder auftauchen. Dass der heute nicht neu, aber mit erneuter Stärke auftretende Extremismus auch in der Schweiz vorhanden ist, dass auch hier kriminelle Straftaten in erschreckender Masse auftreten, müssen wir zur Kenntnis nehmen. Die Zahlen im Bericht sprechen eine deutliche Sprache. Extremismus jeder Ausprägung oder Herkunft ist zu verurteilen. Dabei kommt es nicht darauf an, gegen wen sich die gewalttätigen Handlungen richten. Zu verurteilen sind meiner Meinung nach sämtliche Exzesse. Sie passieren auch nicht in einem Links-Rechts-Schema, wie viele das gerne wahrhaben möchten oder in das sie einfacher einzureihen wären. Sie sind nicht verurteilungswürdiger oder akzeptabler, je nach Herkunft. Sie müssen uns aufrütteln und verpflichten,

Die Schuldzuweisung an eine Gruppe und der Hang zu einfachen Lösungen entbinden scheinbar davon, die Komplexität der Probleme im gesellschaftlichen Zusammenhang zu erkennen. Gerade die Sündenbocksuche oder kollektive Schuldzuweisungen können zu Gewalttätigkeiten gegen jene führen, die für die eigene soziale Situation verantwortlich gemacht werden. Unübersichtlichkeit, Unsicherheit angesichts des Zerbrechens alter Ordnungen, Arbeitslosigkeit unter Jugendlichen, Ängste vor einer unbekannten, auch wirtschaftlich unsicheren Zukunft oder Ohnmachtsgefühle ergeben eine gefährliche Mischung. Psychologisch sind Menschen dann für Vorurteile ansprechbar, wenn sie Konflikte nicht verarbeitet haben. Der Mechanismus, nicht eigene Unzulänglichkeiten oder Unzulänglichkeiten aus dem eigenen Umfeld für die Lage mitverantwortlich zu machen, sondern die Aggressionen gegen die Schwächsten und gegen die sozial diskriminierten Gruppen zu richten, ist bekannt, kann aber nicht toleriert werden. Für Politikerinnen und Politiker kommt es entscheidend darauf an, dass sie durch ihre Sprache und ihr Verhalten nicht zusätzlich dazu beitragen, ein ohnehin angeheiztes Klima noch weiter zu emotionalisieren. Sondern gerade wir müssen Gegensteuer geben, wenn es darum geht, Minderheiten zu schützen. Dies gilt auch für all jene, welche unter dem Titel «für eine welt-offene Schweiz» in den vergangenen Monaten Texte publizieren liessen, die nicht nur zum guten Zusammenleben in der Schweiz beitrugen. Die Konflikte innen- und aussenpolitisch zu überwinden muss die gemeinsame Zielsetzung sein. Den Bericht mit seinen erschreckenden Auflistungen von Gewalttätigkeiten zur Kenntnis zu nehmen, ist das eine; bei deren Bekämpfung mitzuhelfen, ist das andere. Die an verschiedenen Orten in Deutschland und in der Schweiz entstandenen Bewegungen gegen die Gewalt lassen hoffen, dass nicht durch Schweigen toleriert wird, was lautstark verurteilt werden muss. Im Namen der FDP-Fraktion beantrage ich Ihnen, den Bericht des Bundesrates über den Extremismus in der Schweiz zur Kenntnis zu nehmen und den Rückweisungsantrag abzulehnen.

Mme Aubry: La Suisse romande est sans doute moins sensible aux mouvements extrémistes, car elle est loin de l'Allemagne, de l'Autriche et de certains centres où on cultive justement l'extrémisme. Je voudrais apporter ici quelques précisions sur ce qu'on nomme souvent «extrémisme» en lui ajoutant toujours le qualificatif de «droite». Chaque fois qu'un incident racial ou simplement xénophobe intervient, les médias l'attribuent à des fanatiques issus de mouvements hostiles à l'étranger d'où qu'il vienne. La Suisse n'échappe guère à cette manœuvre médiatique qui ne vise qu'à camoufler la faillite des régimes marxistes et de toutes les exactions commises en leur nom dans le monde entier.

Notre système démocratique a toujours été le garant d'un certain libéralisme politique et économique indispensable à l'épanouissement de l'être humain. Un virus actuellement le ronge et c'est celui de l'extrémisme simplificateur, tendancieux, toujours démagogique et je dirai violent. C'est un phénomène mondial et la Suisse n'y échappe pas. Elle n'en est d'ailleurs qu'un pâle reflet heureusement. Il en va autrement, suivant par là même la courbe de la crise économique et Mme Heberlein vient de le souligner. Le rapport du Conseil fédéral crée partiellement un malaise dans la population romande. On peut y lire une inquiétante multiplication des affrontements entre étrangers. Il n'est pas rare de lire que iraniens, Yougoslaves, Turcs, Libanais, Sri Lankais ont choisi notre territoire pour y régler violemment leurs comptes. On y tolère aussi, Monsieur le Conseiller fédéral, un parti communiste kurde, le PKK, implanté dans treize de nos villes et qui rançonne souvent de nombreux et honnêtes travailleurs turcs. Nous ne pourrions jamais assez condamner les attentats contre les centres de requérants d'asile. Mais encore faut-il que l'information soit exacte. Je voudrais vous rappeler une erreur capitale, qui d'ailleurs est dans ce rapport, c'est celle qui a fait écrire que six incendies contre des centres de requérants d'asile à Neuchâtel devaient être mis sur le compte de la xénophobie. Or, qui était à l'origine de ces incendies? Il faut

Assistant, d'autre part à Winterthour, à la conférence du général Schwarzkopf, les casseurs présents n'étaient pas des xénophobes, ni des extrémistes de droite. Je vous rappelle aussi – et on l'omet souvent – les attentats contre les biens et les personnes appartenant au milieu pronucléaire entre 1980 et 1988. Ces attentats-là sont près de cinquante et il n'y a pas eu de rapport.

En conclusion, il y aurait d'autres faits à soulever. Je me contenterai de dire que le rapport est flou, incomplet, mais que le groupe radical en prend acte comme Mme Heberlein vous l'a dit.

M. Poncet: Le rapport du Conseil fédéral sur l'extrémisme en Suisse constitue un essai intéressant et, dans une large mesure, réussi, de faire le point sur un problème dont les causes demeurent difficiles à cerner, alors même que les manifestations les plus spectaculaires, ou tout au moins les plus violentes, du phénomène attirent périodiquement, ou en tout cas occasionnellement, l'attention de l'opinion publique. Ce rapport procède donc à un essai de classification entre les différents types d'extrémisme. Cette espèce de typologie du poseur de bombe, et de ses motivations n'est certes pas dénuée d'intérêt, mais elle montre bien et les limites de ce genre d'exercice et à quel point, semble-t-il, il est parfois difficile de s'écarter des schémas de réflexion vers lesquels nous guide le confort de l'habitude.

La démocratie libérale, on le sait, est fondée sur l'idée des libertés individuelles, sur l'idée de la séparation des pouvoirs et sur l'idée de l'Etat régi par le droit, et non pas par l'arbitraire de tel ou tel potentat, de telle ou telle majorité, ou de telle ou telle minorité. Traditionnellement, si l'on peut parler de tradition dans ce domaine, l'Etat libéral a eu deux sortes d'adversaires. Il y avait, en premier lieu, un totalitarisme d'inspiration marxiste, dont la forme extrême s'était imposée jusqu'à tout récemment dans bon nombre de pays pour le malheur des peuples qui en étaient les victimes. Il y avait en second lieu un totalitarisme de type fasciste, tout aussi désastreux sur le plan des libertés. Ainsi, au plan des idées comme parfois dans la réalité quotidienne d'ailleurs, la démocratie libérale était-elle attaquée en quelque sorte par sa gauche et par sa droite. Très logiquement, s'est alors imposée l'idée qu'il y aurait un extrémisme de gauche par opposition à un extrémisme de droite, et c'est dans cette logique-là, sur le plan historique, que se sont inscrits, par exemple, pour ne parler que de notre pays, les arrêts bien connus du Tribunal fédéral sur l'interdiction du Parti communiste ou la mise hors la loi de certains mouvements fascistes pendant l'entre-deux-guerres. Par la suite, pendant la période de la guerre froide, c'est-à-dire après l'écroulement des régimes totalitaires allemand, japonais et italien, c'est plutôt l'extrémisme dit de gauche qui a été l'objet de la sollicitude de nos autorités. M. Ducret rappelait tout à l'heure que ce fut en bonne partie à juste titre.

Cela dit, l'affaire des fiches de la police fédérale, dont les échos retentissent encore dans cette salle probablement, a bien montré les inconvénients d'une telle approche et il faut objectivement admettre que des erreurs ont été commises dans ce domaine. Mais la situation de notre époque est tout à fait différente de ce point de vue. La démocratie, avec ses composantes de liberté et aussi de solidarité d'ailleurs, comme forme d'organisation de la vie en société, n'est guère plus remise en question que par une forme de totalitarisme, à savoir l'intégrisme religieux, notamment sous sa forme musulmane, et éventuellement aussi par l'intégrisme ethnique, dont les ravages récents et actuels sont trop présents à l'esprit pour qu'il y ait lieu de les rappeler.

Il en résulte, à notre avis, comme l'évoquait d'ailleurs Mme Heberlein il y a quelques instants, que le schéma classique gauche droite est dépassé, dans ce domaine en tout cas. Lorsqu'un chef d'Etat ordonne, par exemple, à ses disciples d'assassiner l'écrivain anglais Salman Rushdie, il ne s'agit pas d'extrémisme de gauche ou de droite. Il s'agit du refus d'accepter les valeurs essentielles de tolérance et de liberté autour desquelles se rejoignent tous les démocrates, quelles que puissent être par ailleurs leurs opinions politiques. En d'autres

déterminant, ce qui permet le classement, c'est de savoir si l'on accepte ou si l'on rejette les valeurs de la démocratie libérale et de l'Etat régi par le droit. Lorsqu'on les rejette, lorsqu'on prétend imposer son point de vue ou sa vision du monde à autrui par la force, on est un extrémiste et on s'expose aux rigueurs de la loi.

Faut-il alors rappeler – et je me permets de m'adresser à vous, Monsieur Scherrer Jürg – de ce point de vue que l'extrémisme des uns ne saurait constituer une justification ni même une explication pour l'extrémisme des autres? Le fait que tel prétendu mouvement de défense des animaux, pour prendre cet exemple, s'en prenne par la violence à un laboratoire, ne saurait être rendu légitime par d'autres actes de violence, simplement parce que la cible, les méthodes ou les a priori idéologiques des auteurs sont différents.

En conclusion, c'est donc en affirmant notre conviction que l'extrémisme sous toutes ses formes est également condamnable, quel que soit le parapluie idéologique sous lequel il tente de s'abriter, que le groupe libéral vous invitera tout à l'heure à prendre acte du rapport qui nous a été soumis par le Conseil fédéral.

Reimann Maximilian: Die SVP-Fraktion nimmt von diesem Bericht in zustimmendem Sinn Kenntnis. Zustimmung in dem Sinn, dass wir mit den Erkenntnissen und Schlussfolgerungen des Bundesrates weitgehend einiggehen. Wir teilen die Ansicht des Bundesrates, dass dem Extremismus in der Schweiz im Vergleich zu anderen Staaten keine allzu grosse Bedeutung beigemessen werden darf. Wir danken Ihnen auch dafür, Herr Bundesrat Koller, dass Sie sich trotz starkem Druck aus der Gegenrichtung von allem Anfang an stets bereit erklärt haben, nicht bloss den Rechtsextremismus, wie es Frau Grendelmeier doch aus sehr einseitiger Optik gefordert hatte, unter die Lupe zu nehmen, sondern dass Sie auch mein Anschlusspostulat sowie dasjenige von Herrn Steffen entgegengenommen und gleichwertig in Ihre Erhebungen miteinbezogen haben. Es wäre von unserer Bevölkerung ja auch niemals verstanden worden, wenn man einfach die Sparte des gewalttätigen Rechtsextremismus, den auch wir voll und ganz verurteilen, aus dem vielfältigen Extremismusspektrum herausgebrochen hätte und alle anderen Formen wie Anarchismus, Terrorismus, orthodoxen und neolinken Extremismus, armeefeindliche Umtriebe usw. einfach übersehen oder gar negiert hätte. Ich werde den Eindruck nicht los, Frau Grendelmeier, dass Ihre stets mit viel Eloquenz vorgetragene Weigerung, Bundesanwaltschaft und kantonale Polizeibehörden auch in diese anderen, leider ebenfalls real existierenden Sparten des Extremismus hineinschauen zu lassen, irgendeinem Motiv entsprang.

Und es ist mir auch aufgefallen, dass sich die Berichterstattung in den SRG-Medien der deutschen Schweiz ebenfalls weitgehend bloss auf den Rechtsextremismus konzentrierte. Deshalb ist es in dieser Angelegenheit noch zu einem konzeptionsrechtlichen Nachspiel vor der Unabhängigen Beschwerdeinstanz gekommen.

Warum wohl wollen gewisse Kreise in unserem Land ausschliesslich den Rechtsextremismus hochspielen? Hätten Sie, Frau Grendelmeier, Ihren Vorstoss in diesem Jahr eingereicht, könnte ich Verständnis für Ihre Optik haben. Die Ereignisse in der Bundesrepublik Deutschland und namentlich in den neuen Bundesländern, in der ehemaligen DDR, wären ein plausibler Grund für die Erhebung einer Analyse über mögliche rechtsextremistische Querverbindungen zwischen der Schweiz und Deutschland.

Als Sie aber am 22. Juni 1989 Ihr Postulat einreichten, war überhaupt noch nicht vorhersehbar, dass der sozialistische ostdeutsche Terror- und Stasi-Staat derart schnell zusammenbrechen würde und dass aus dessen Trümmern ein Nährboden für neonazistische Aktivitäten entstehen könnte.

Im übrigen bin ich sehr froh, in der Kommissionberatung vom Bundesrat die Auskunft erhalten zu haben, dass das neonazistische Phänomen Deutschlands keine verlängerten Arme in der Schweiz hat; ich möchte Sie bitten, Herr Bundesrat, Ihre damaligen Ausführungen heute im Plenum noch zu vertiefen,

Das ist denn auch der Grund, warum die SVP-Fraktion den Minderheitsantrag nicht für nötig erachtet. Sie haben uns zugesichert, dass Sie uns heute die von der Kommissionsminderheit verlangten Ergänzungsinformationen nachliefern werden. Oekoterrorismus, gewalttätige Ausschreitungen gegen den Strassenverkehr oder die zunehmenden Gewalttätigkeiten unter Jugendlichen sind Bereiche, die gerade in jüngster Zeit leider vermehrt zu beobachten sind. Zusatzinformationen darüber erachten wir als unerlässlich.

Wir haben zudem Verständnis dafür, dass es so lange – rund zweieinhalb Jahre – gedauert hat, bis Sie uns den von den drei Postulanten geforderten Bericht ausgehändigt haben.

Die Ursache dafür sehen wir in der politischen Hetzjagd, die gerade in der fraglichen Zeit primär von links gegen die Sicherheits- und Polizeiorgane unseres Landes betrieben wurde. Deshalb möchte ich Sie fragen, Herr Bundesrat, ob diese Institutionen heute wieder intakt sind, ob wir Bürgerinnen und Bürger der Schweiz die Gewähr haben, dass die Sicherheitskräfte in Bund, Kantonen und Gemeinden ausreichend in der Lage sind, der extremistischen Gefahren – von welcher Seite sie auch immer ausgehen – Herr zu werden.

Wir wissen ja nicht – auch wenn die allgemeine Lage derzeit als stabil und ruhig bezeichnet werden kann –, wie sich die Ereignisse in Zukunft entwickeln. An Unruheherden, die den politischen wie auch den gewalttätigen Extremismus relativ rasch intensivieren könnten, fehlt es in Europa und vor allem im europäischen Osten derzeit bekanntlich nicht.

Noch eine Bemerkung zu der im Bericht auf Seite 15 wiedergegebenen sogenannten «Alltagstheorie». Diese Theorie besagt, dass mehr Fremde mehr Fremdenhass bei der einheimischen Bevölkerung nach sich zögen. Der Bundesrat verneint die Richtigkeit dieser These und beruft sich dabei auf einen Experten namens Romano. Dieser Name sagt mir nichts; ich meine aber, dass hier, bei der ungebremsten Einwanderung von Asylbewerbern, ein Hauptkonfliktpotential für rassistisch bedingten Extremismus zu orten ist.

Wer diese Vermutung aber auch nur in Erwägung zieht, wird, wie wir heute vormittag hier erlebt haben, von linksintellektueller Seite vorschnell und ungerechtfertigterweise des Fremdenhasses bezichtigt. Ich möchte den Bundesrat auffordern, sich da nicht vorschnell von dieser Seite vereinnahmen zu lassen. Wer ist denn dieser Herr Romano? Schon in der Kommission habe ich danach gefragt und keine befriedigende Antwort bekommen.

Ich glaube, Herr Bundesrat, man kann sich nicht einfach hinter der Theorie irgendeines Experten verschanzen, wenn einem gewisse Sachzusammenhänge nicht bequem sind und nicht gelegen kommen. Ich wäre froh, wenn Sie in Ihren anschließenden Ausführungen auch dazu nochmals einige Aeusserungen machen würden, ob Sie wirklich von den Antithesen des besagten Herrn Romano überzeugt sind.

Diese kritische Anmerkung möge aber nicht den Gesamteindruck trüben, den wir von diesem Bericht erhalten haben. Wir genehmigen Ihren Bericht und sind Ihnen dankbar, wenn Sie ihn im gewünschten Sinne heute noch mündlich ergänzen würden.

Frau Robert: Wir möchten das Positive an diesem Bericht in den Vordergrund stellen, obwohl er auch Dinge enthält, hinter die wir ein Fragezeichen setzen. Wir werten es positiv, dass endlich öffentlich anerkannt wird, dass der Rechtsextremismus heute die grosse Gefahr für unsere Gesellschaft ist, aber auch für uns alle als Individuen, dass vom Rechtsextremismus der Angriff auf die Menschenwürde des einzelnen und auf das friedliche Zusammenleben der Gemeinschaft kommt.

Wir möchten aber auch betonen, dass das nicht erst heute so ist. Frau Grendelmeier hat ihren Vorstoss eingereicht, als alle Leute, die ein Sensorium für Gefahren haben, wussten, was im Gange war. Wir alle hätten es wissen können. Doch unsere Gesellschaft war zum grössten Teil – und unser Staatsschutz als Organ der herrschenden Kräfte insbesondere – zu lange auf dem rechten Auge blind, und das rächt sich heute; darum nimmt der Extremismus heute so rasch, so explosiv und so stark überhand. Das gilt nicht nur für die Schweiz; das gilt für

schutzgesetz verabschiedet, das wesentlich weiter geht als unser Beschluss von heute morgen.

Auf dem rechten Auge blind – diese Gefahr besteht unseres Erachtens leider weiterhin: Es ist bekanntlich mit jedem Organ so, dass es verkümmert, wenn man es zu lange nicht braucht. Wir befürchten, dass unser Staatsschutz – unterstützt von vielen Kräften bis weit in die sogenannten staatstragenden Parteien hinein – die Frühwarnfunktion, die der Staatsschutz hätte, auch weiterhin nicht erkennen will.

Sind wir vielleicht auch bei uns in der gleichen Lage wie in Deutschland, wo die herrschenden Kräfte gegen den grassierenden Rechtsextremismus machtlos sind, weil beim Staatsschutz – Zitat «Spiegel» – «Personal und Methoden die gleichen geblieben sind» und weil die Sehkraft eben nicht so schnell wieder zunimmt, wenn man ein Auge zu lange nicht gebraucht hat und es nicht ans Licht gewöhnt hat? Wir hören aus der Bundesrepublik, dass es alarmierend ist, wie stark heute Staatsschutzorgane, Polizei und Armee mit rechtsextremen Kräften gemeinsame Sache machen. Wir glauben zwar nicht, dass es bei uns genauso ist, aber die geringe Zahl aufgeklärter Verbrechen – bei denen der Verdacht stark begründet ist, dass sie aus der rechtsextremen Küche kommen – lässt uns doch eine gewisse Befürchtung haben.

Wir sind auch – und sind es schon lange – gegen die Polarisierung in «links» und «rechts»; wir sagen das seit Jahren. Wir möchten auch andere, differenziertere Begriffe finden. Wir müssen uns aber schon mit Ihnen darüber unterhalten können, warum Ihnen die linke Ecke so lange so willkommen war, um alles, was auch nur die geringste Kritik an herrschenden Zuständen bedeutete, in diese Ecke zu drängen, die dann mit Landesverrat gleichgesetzt wurde.

Uebrigens, Herr Romano ist nicht der einzige Experte, das wird Ihnen auch Herr Bundesrat Koller sagen. Es ist – durch die Aufarbeitung der Geschichte und durch die Dokumentierung der gegenwärtigen Ereignisse – eine erwiesene Tatsache, dass der sogenannte Rechtsextremismus eben die Gewalt darstellt, die heute unsere Menschlichkeit im einzelnen und in der Gesellschaft vor allem untergräbt.

Wir sind dankbar dafür, dass der Bericht eine klare Absage an den Rundum-Extremismus bedeutet, der hier drinnen auch wieder zum Ausdruck kam. Man möchte von der Gewalt aus der rechten Ecke ablenken, indem man alles in den gleichen Topf wirft und sagt: Es gibt auch einen Umwelt-Extremismus, es gibt einen Extremismus von AKW-Gegnern, von Leuten, die Strassen blockieren.

Ja, es gibt das; es gibt die grundsätzlich gewaltfreien Aktionen gegen Dinge, von denen viele Leute überzeugt sind, dass sie unsere Lebensgrundlagen, unsere Lebensqualität in hohem Masse gefährden und beeinträchtigen. Es gibt ein legitimes Recht auf Widerstand gegen diese Beeinträchtigung und Zerstörung von Leben und von Lebensqualität. Es gibt keinen Zweifel darüber, dass auch solche wohlbegründete Widerstandsaktionen in Gewalttätigkeit ausarten können. Aber ich bitte Sie, das nicht mit den menschenverachtenden und menschenzerstörenden rechtsextremen rassistischen Ausschreitungen gleichzusetzen. Es ist doch wirklich nicht das gleiche, ob Sie einmal für eine kurze Zeit Ihren Fuss ein wenig vom Gaspedal nehmen müssen oder ob Menschen bespuckt, beschimpft, gefoltert und getötet werden – einfach, weil sie eine andere Hautfarbe haben oder etwas anders aussehen. Da ist doch von einer ganz anderen Kategorie des Menschseins die Rede. Ich bitte Sie, das nicht zu vermischen.

Ich glaube auch, dass wir alle so weit kommen müssen, dass es uns unerträglich wird, wenn Menschen angegriffen, gequält und erschlagen werden, und dass es uns allen erträglich werden muss, wenn wir einmal ein bisschen langsamer fahren müssen, wenn wir einmal ein bisschen den Fuss vom Gaspedal nehmen müssen. So weit müssen wir kommen, wenn wir eine zivilisierte Gesellschaft sein wollen.

Wir sind froh, dass der Bericht zeigt – und zwar deutlich zeigt –, dass Rechtsextremismus und Rassismus siamesische Zwillinge sind; sie können Sie nicht trennen. Rechtsextremismus und Rassismus sind siamesische Zwillinge; das zeigt sich europaweit. Sie können es auch nicht relativieren: Hakenkreuz – überall in Europa; Heil-Hitler-, Heil-Haider-Rufe in Oesterreich;

das alles spricht eine deutliche Sprache.

Die Ausländer und Ausländerinnen sind nur die bequemen Sündenböcke; das wurde hier heute schon gesagt. Sie sind die bequemsten Sündenböcke, weil zurzeit ein genügend grosses politisches Umfeld da ist, das fremdenfeindliche Tätigkeiten unterstützt: Sie begegnen der Duldung, dem Schweigen – das sich mitschuldig macht – und sogar der Sympathie, und zwar weit in Kreise hinein, die sich als staatstragend verstehen. Das ist der White-collar-Rassismus, den es auch bei uns gibt und der das Feld bereitet, dass man Andersartige zu Sündenböcken machen kann.

Wir sind froh, dass im Bericht auch diese Klarstellung erfolgt.

Cécile Bühlmann hat heute morgen gesagt, Rassismus sei die Ideologie der biologischen Minderwertigkeit und in der Folge auch der kulturellen Minderwertigkeit. Ich möchte Sie daran erinnern, dass man heute in den Zeitungen lesen kann, dass nicht mehr nur Fremde Ziel des Hasses und der Gewalt rechtsextremer Kreise sind, sondern dass es heute auch bereits wieder körperlich und geistig behinderte Leute sind. Wer hätte das in Europa im 20. Jahrhundert für möglich gehalten?

Während einer der letzten Aggressionshandlungen gegen ein Flüchtlingsheim in Deutschland ertönte der Ruf: Wenn alle Ausländer draussen sind, haben wir dann noch diese; und dann wurden die Namen von Behindertenheimen genannt. Das ist die Saat der Gewalt des rechtsextremen Rassismus.

Wir sind ebenfalls der Meinung, dass die Prävention in diesen Fragen das wichtigste ist. Wir leben in einer Gesellschaft, in der heute junge Leute sagen müssen: Wir haben fast alles, aber wir haben keine Perspektive. Und wir leben in einer Gesellschaft, in der ein Junge kürzlich gesagt hat: Ich bin lieber Skinhead als gar nichts.

Das sind deutliche Signale. Die Ursache liegt nicht bei den zu vielen Fremden, sondern sie liegt im Versagen unserer eigenen Gesellschaft und bei unserem eigenen Denken. Prävention vor allem in der Familie. Ja, aber das heisst – wohlverstanden! – nicht, dass die Frauen wieder zurück an den Herd sollen; das wäre ein Kurzschluss. Es heisst vielmehr, dass die vaterlose Gesellschaft vorbei sein muss und dass Männer und Frauen die Verantwortung in der Familie übernehmen, damit Kinder nicht in den Rechtsextremismus und in die Gewalt getrieben werden.

Wir müssen endlich das Phänomen der Gewalt untersuchen. Wenn wir nur einen Bruchteil unserer Mittel und unserer Intelligenz einsetzen würden, um an die Wurzeln der Gewalt zu kommen, wäre schon viel gewonnen. Warum ist Gewalt eine Männerkrankheit? Ich weiss es nicht. Ich habe noch nie eine gültige Antwort darauf bekommen. Das müsste man auch untersuchen.

Ich möchte Ihnen im Namen der grünen Fraktion sagen, dass wir für diesen Bericht dankbar sind, dass wir ihn würdigen, dass wir ihn aber auch nur als einen Anfang betrachten und dass die systematische und öffentliche Diskussion über alle diese Fragen und auch die systematische und öffentliche Suche nach den Ursachen weitergehen müssen.

Ein letztes Wort zu Herrn Dreher, der nicht hier ist: Ich wäre froh, wenn ich auch mit Herrn Dreher einmal über diese Fragen reden könnte. Ich würde ihn gerne zu einem Kaffee einladen. Es ist mir aufgefallen, dass er mich schon recht lange nicht mehr «an die Wand stellen und mit dem Flammenwerfer drüber» wollte. Ich werte das als ein Zeichen der Hoffnung, dass auch wir hier miteinander über diese Probleme reden könnten, die uns alle und unsere Gesellschaft bedrohen.

On. Borradori: La nostra frazione ribadisce la sua ferma condanna all'indirizzo dei fatti menzionati nel documento e all'indirizzo degli autori di tali misfatti.

Riteniamo che il diritto ad essere diversi e, in particolare, a pensare in modo diverso, vada inteso come una delle condizioni essenziali del rispetto della dignità umana.

Pur riconoscendo il grosso lavoro e alcuni importanti pregi che stanno alla base del presente rapporto, quali ad esempio quello di avere lucidamente e spietatamente evidenziato un certo numero di gravi problemi che preoccupano la Svizzera di oggi, ed in particolare due, una maggiore conoscenza

lezza, la nostra frazione ritiene ancora incompleto e parzialmente insufficiente il documento che ci è stato presentato. In particolare mi sembra che non sia stato attribuito alla prevenzione il peso che invece la stessa avrebbe meritato. A tal proposito sarebbe stato oltremodo interessante poter disporre di informazioni complementari precise in merito a quanto è stato o non è stato fatto sino ad oggi su scala nazionale, cantonale e comunale nell'ambito dell'educazione al rispetto dei diritti dell'uomo.

Il documento che abbiamo dinanzi agli occhi è in tal senso – e solo in questo senso – carente, mancando di indicazioni concrete su tutto quanto è stato intrapreso per lottare contro l'estremismo e contro il razzismo.

Siamo dell'opinione che, per poter fronteggiare nel modo più appropriato il problema, occorra in definitiva un approccio molto pragmatico e capillare. Ciò potrebbe ad esempio avvenire coinvolgendo i Cantoni e – indirettamente, in un secondo tempo – anche i Comuni, mediante un programma di azione stilato in modo congiunto dalla Confederazione e dai responsabili cantonali.

Ritengo che il rapporto dovrebbe porre maggiormente l'accento proprio sulla necessità di migliorare la situazione nel settore della sensibilizzazione, promuovendone e incentivandone gli sforzi nonché indicando una via praticabile da seguire. Sarebbe viceversa un'illusione credere che la revisione del Codice penale approvata oggi – con la conseguente introduzione di una nuova norma – possa risolvere, o anche solo contribuire a risolvere i gravi problemi di violenza con cui siamo attualmente confrontati.

Delegare al diritto penale la responsabilità e il peso di trovare un rimedio alla piaga estremistica mi sembra rappresentare una comoda scappatoia oltre che il segno di una incapacità di osservare oggettivamente la realtà.

Uno degli esperti sentiti dalla nostra commissione, il Professor Robert, ha avuto modo di affermare testualmente che quella che lui definisce la «scelta penale» rappresenta la soluzione più rapida, quella più economica, quella politicamente più simbolica e quindi – aggiungo io – anche più appagante, ma anche quella meno efficace concretamente. Ciò di cui abbiamo bisogno non è tanto la repressione pura e semplice quanto il promovimento e poi il perseguimento di una politica educativa e di sensibilizzazione a più ampio respiro e su larga scala. Una politica che possa essere accessibile al cittadino, che possa da lui essere compresa e condivisa e che serva quindi in ultima analisi a disinnescare quel senso di malcontento che alberga in molti e che sovente, purtroppo, si trasforma in violenza.

Maspoli: Die Fraktion der Schweizer Demokraten und der Lega dei Ticinesi hat vom Bericht über den Extremismus Kenntnis genommen. Der vorliegende Bericht ist unseres Erachtens nicht vollständig und bewirkt auch gar nichts, ausser dass er eine Auflistung von – auch von uns, vor allem von uns, und ich betone das – zu verurteilenden gewalttätigen Vorfällen bringt. Es mag auch interessant sein, sich einmal die Auflistung von rechtsextremen und linksextremen Gruppen und Gruppchen vor Augen zu führen. Als Politiker müssen wir aber das Vertrauen haben können, dass die Behörden auf dem Gebiet des Extremismus wachsam sind und die Probleme und die betroffenen Leute kennen. Es wäre aber eine Illusion zu glauben, dass man mit den heute beschlossenen Strafnormen solche Gewaltprobleme lösen kann. Das kann man nur mit einer guten, sozial ausgewogenen und im vorliegenden Problemkreis mit einer zurückhaltenden und intelligenten Ausländerpolitik tun.

Die Schweiz ist zu klein, um Herrn Strebel und Konsorten Asyl zu gewähren. Sie ist aber auch zu intelligent, um am heutigen Schwarzpeterspiel Wohlgefallen zu finden. Es geht nicht darum, festzustellen, wer in diesem Parlament die Lieben bzw. die Bösen sind. Nichts ist schlimmer als Rassismus und Extremismus, ausser Rassisten und Extremisten. Und diese gibt es – leider – nicht nur auf der einen Seite. Sich hier heute grosse und grobschlächtige Wörter um die Ohren zu schlagen nützt nicht viel, oder besser gesagt: es nützt über-

Più giusto sembra cercare i motivi per analizzare i comportamenti che noi non esitiamo a definire detestabili e che condanniamo con tutta la durezza di cui siamo capaci, e questo dal più profondo del cuore.

Cela m'a fait plaisir, M. Comby, d'entendre qu'en Allemagne, aujourd'hui, on fait des manifestations contre le racisme. Moi, je crois – si vous me le permettez – que ces manifestations-là, il fallait les faire il y a quelques années, et peut-être qu'aujourd'hui on ne serait pas au point où l'on en est.

Io credo che siamo un po' in ritardo per ciò che concerne la situazione in Germania. E già che ci siamo, vorrei anche dire che proprio i nostri vicini Tedeschi hanno dimostrato, quando si trattava di combattere l'estremismo di sinistra, quando si trattava di combattere la «Rote-Armee-Fraktion», che erano perfettamente in grado di farlo. Qui mi sembra che in questo caso non stiano dimostrando la stessa volontà.

E ho preso atto anche con piacere che la collega Signora Robert, che adesso non c'è più, ha detto che in Germania si grida ancora «Heil Hitler» e ci si adorna con svastiche e croci uncinate. Ebbene, io vorrei dire alla Signora Robert, ma vorrei dire anche a tutti, che questi comportamenti avvengono nonostante una legge precisa che vieta l'uso dei simboli fascisti, nazisti, l'uso delle bandiere naziste, vieta di possedere questi simboli nazisti e vieta di usarli.

Ebbene, questa è la dimostrazione più che chiara, data dalla Signora Robert, non da me, che leggi come quelle che abbiamo votato oggi, lasciano più o meno il tempo che trovano. Io credo piuttosto che si tratterebbe di iniziare a fare cambiare lentamente, ma inesorabilmente la mentalità dei giovani, educandoli al rispetto e alla tolleranza. Perché ad esempio non condurre le nostre classi di scuola media almeno una volta nella vita a visitare un campo di concentramento, e prendo ad esempio Dachau, che sarebbe sicuramente il più vicino, e anche per le sue fattezze uno tra i più interessanti da visitare. Perché non usare la nostra giornata di Digiuno federale per sensibilizzare i giovani a questo problema? -- Ovviamente, agire è molto più difficile che parlare.

Un'altra cosa ancora. E' evidente che per fare quest'azione di sensibilizzazione, si tratterebbe di riscoprire alcuni valori morali che sono stati distrutti da quelle persone, e soprattutto da quelle persone, che oggi da questa tribuna hanno lanciato le accuse più grosse e hanno usato le parole più pesanti.

Präsident: Herr Dreher möchte auf die freundliche Einladung von Frau Leni Robert eine persönliche Erklärung abgeben -- ich hoffe, ebenso freundlich.

Persönliche Erklärung – Déclaration personnelle

Dreher: Ich habe auf das Votum von Frau Robert folgendes zu antworten: Professor Möbius hat ein Leben lang nach der Mikrobe der Dummheit gesucht. Im heutigen Votum der Frau Robert wäre er fündig geworden. Ich werde ihm ihre Adresse schicken. (Unruhe)

Scherrer Werner: Ich habe mit Interesse der heutigen Debatte zugehört, und der Präsident hat auch mir als Fraktionslosem freundlicherweise 5 Minuten zur Verfügung gestellt. Es ist klar, dass dieses Thema nicht in 5 Minuten abgehandelt werden kann, aber ich muss sagen: Ich bin über das Niveau, das diese Debatte hat – gerade auch das letzte Votum –, etwas schockiert.

Sind wir in diesem Lande nicht mehr in der Lage, als politische Parteien eine ideologische Debatte ohne Gehässigkeit zu führen? Als Vertreter der EDU distanzieren mich in aller Form von jedem Extremismus, ob er nun von links oder von rechts kommt. Ich möchte diesen Bericht verdanken und noch darauf hinweisen, dass der Bundesrat, weiss Gott, schwerwiegendere und andere Sorgen hat, als sich mit dem Extremismus zu befassen.

Nun zum Bericht: Die Definition, was Extremismus ist, kann man einigermassen akzeptieren. Wir müssen in unserem Staat Sorge tragen, dass die Gewalt nicht noch weiter zunimmt, von links oder von rechts. Das Abwägen, welches nun

che. Beides ist schlecht. Man muss erkennen, dass gerade der Rassismus eine bösartige Abartigkeit des Extremismus ist. Wir dürfen aber Extremismus nicht mit Ideologien verwechseln. Wir sind in einer pluralistischen Gesellschaft, und in unserer Gesellschaft haben wir nun einmal verschiedene Ideologien, die Ideologien der Sozialisten, die Ideologien auch der CVP, der Grünen, der Liberalen, und wer die Geschichte gerade dieser Ideologien etwas studiert hat – und das habe ich, und ich kann dazu auch etwas sagen –, muss erkennen, dass sich jede Ideologie im Laufe der Jahre natürlich wandelt. Der liberale Sprecher war hier vorne und hat sich natürlich als guter Mann aufgespielt und hat die Noten verteilt. Aber ich muss gerade den Liberalen sagen, dass sich ihre Werte geändert haben, dass sie lange nicht mehr die gleichen Liberalen sind wie vor hundert Jahren. Sie sind mitverantwortlich am heutigen Zustand, weil sie wichtige Werte «verkauft» haben. Die Gewalt ist eine Ursache des fehlgeleiteten Menschen, und darum hat gerade dieser Extremismus, ob links oder rechts, starken Zulauf, weil der Jugend nicht mehr die Werte vermittelt werden, die man ihnen eigentlich vermitteln sollte.

Meine grosse Sorge ist, dass wir uns in diesem Lande immer mehr von unseren christlichen, biblischen Werten wegbewegen. Man kann darüber spotten. Aber warten Sie noch einige Jahre, und wir werden schlimme Zustände haben, wenn wir nicht wieder zu unseren guten, alten, bewährten christlichen Werten zurückkehren, die die Familie nicht demolieren, die nicht eine klassenlose Gesellschaft erzeugen, sondern die verbinden, die auch nicht den Ausländerhass erlauben – in der Bibel steht, dass wir die Ausländer lieben sollen. Ich bin schockiert über diesen Hass auch hier in unserer Mitte!

Der Bericht ist etwas einseitig in dem Sinne, dass dort auf Seite 39 unter Ziffer 3 der Linksextremismus mit ganzen sieben Zeilen abgehandelt wird. Das habe ich doch sehr einseitig gefunden! Wir wissen, dass es in der Schweiz sehr starke extreme Linkskräfte gibt. Ich muss das nur in unserer Bundesstadt zur Kenntnis nehmen, wo ich etwas Bescheid weiss, wo man innerhalb weniger Stunden 1000 Leute aufbieten kann und wo wir die ganze Polizei zusammennehmen müssen, um hier in dieser Stadt überhaupt noch Ruhe und Ordnung zu haben. Das kommt nicht von der rechtsextremen Ecke, sondern von der linksextremen Ecke. Dafür hat man ganze sieben Zeilen zur Verfügung!

Ich möchte auch die Jurafrage hier einbringen. Hier steht, soweit ich gelesen habe, kein Wort zur Jurafrage. Der jurassische Separatismus ist natürlich auch ein ganz bösartiger Extremismus, der mit sprachlichen und gerade auch rassistischen Motiven hochgeschaukelt wird. Da, meine ich, hätte der Bundesrat auch noch Verantwortung.

Rechsteiner: Heute morgen haben wir von Herrn Steinemann von der Auto-Partei ein Votum zu hören bekommen, wie wir es noch selten gehört haben in diesem Rat – ein Votum, das von blankem Rassismus zeugt und das deutlich gemacht hat, weshalb es die Konvention gegen die Rassendiskriminierung braucht. Herr Dreher hat nun noch etwas hinzugefügt, was offenbar untrennbar dazugehört, nämlich ein Votum, das von Sexismus trieft, indem er sich auf Herrn Möbius berufen hat, jenen Möbius, der den physiologischen Schwachsinn der Frauen behauptet hat! Das sind Ungeheuerlichkeiten, die so nicht stehengelassen werden dürfen.

Nun zum Extremismusbericht: Schon die Entstehung dieses Berichts beleuchtet gleichzeitig dessen Problematik. Als Frau Grendelmeier mit ihrem gutgemeinten Postulat den Rechtsextremismus untersucht haben wollte, kam es auf der äussersten rechten Ratsseite prompt zur erwarteten Antwort – wie man munkelt, nicht ohne Mitwirkung der Bundesanwaltschaft –, indem die Ausdehnung der Untersuchungen nach links verlangt wurde. Bezeichnend auch, dass der Bundesrat diesem Wunsch des Vertreters der Nationalen Aktion sofort nachkam und gleich auch die ungeeignetste Institution mit der Ausarbeitung des Berichtes beauftragte, nämlich die Bundesanwaltschaft selber. Kein Wunder deshalb, dass das Ergebnis trotz vieler Überarbeitungen uneinheitlich und zwiespältig ausgefallen ist.

Zweifellos ist nicht alles im Bericht falsch, vor allem nicht in seiner letzten Fassung. Beeindruckend beziehungsweise erschreckend vielmehr ist die Zahl der rassistischen und rechtsextremen Uebergriffe und Anschläge, die ja seit dessen Abfassung nicht aufgehört haben. Denken wir an die Schüsse in den Aufenthaltsraum eines Durchgangsheims in Gossau, der von 10 Personen besetzt war! Das geschah diese Woche in der Heimatgemeinde von Herrn Bundesrat Koller. Das waren Schüsse, die Menschenleben hätten fordern können und die nur durch Zufall nicht zu Opfern an Menschenleben geführt haben – und die nicht einmal eine Schlagzeile in der Presse wert waren!

Diese Vorfälle zeigen drastisch, wo die Gefahren heute liegen. Der Bundesrat und das Parlament haben darauf mit der Ratifizierung der Konvention und mit der neuen Strafbestimmung gegen Rassismus auch einen ersten und richtigen Schluss gezogen, indem diese Gefahr nun nicht mehr verharmlost wird. Aber es braucht die Verurteilung dieser Gewalt, diese klaren behördlichen Stellungnahmen.

Herr Bundesrat Koller, ich wäre Ihnen dankbar, wenn Sie die Verurteilung dieser gewaltsamen Exzesse – gerade auch dieses Exzesses in Gossau – heute noch einmal in aller Klarheit wiederholen würden.

Im Extremismusbericht wird dann allerdings krampfhaft versucht, auch auf der anderen Seite, auch links – wenigstens unter dem Stichwort der sogenannten Autonomen –, noch etwas Gefährliches zum Ausgleich zu finden. Aber wenn in aller Offenheit ein leerstehendes Wohnhaus besetzt wird, ist das einfach im Unterschied zu den Aktionen von rechtsextremer Seite, die im Bericht erwähnt sind, kein Terror. Alles, was den Autonomen im Bericht an Ereignissen der letzten Jahre vorgeworfen wird, überschreitet an Virulenz letztlich das nicht, was an der Bauerndemonstration vom letzten Januar hier passiert ist! Niemandem – auch der Bundesanwaltschaft nicht – käme es deshalb in den Sinn, die betreffenden Bauern im Extremismusbericht aufzulisten.

Herr Reimann Maximilian, nur weil Sie die Stasi-Verbindungen erwähnt haben: Es ist festzustellen – auch wenn das nicht unbedingt zum Bericht gehört –: Wenn es Stasi-Verbindungen und Stasi-Gelder gab in diesem Land, dann waren es Verbindungen zu bürgerlichen Politikern und nicht zu linken!

Und wen kann es schliesslich verwundern, dass der Bundesrat den Bericht über den Extremismus wieder einmal als vermeintlich günstige Gelegenheit benützt, die politische Polizei bzw. die Notwendigkeit des präventiven Staatsschutzes bereits im Vorfeld von strafbaren Handlungen anzupreisen? Dabei machen gerade die rechtsextremen und rassistischen Anschläge und Uebergriffe klar, woran es bisher polizeilichseits gefehlt hat: nicht an einer politischen Polizei, die wir seit Jahrzehnten haben, sondern angesichts der unerhört tiefen Aufklärungsquote an einer entschiedenen Verfolgung der vielen Straftaten, und zwar einer entschiedenen Verfolgung, nicht wie im Fall Strebel geschehen, und einer entschlossenen Fahndung nach den Tätern. Diese Aufgabe ist aber eine der normalen Polizeiorgane, die sie wie andere Aufgaben wahrzunehmen haben.

Die Vorfälle im rechtsextremen Lager zeigen nicht nur, dass die politische Polizei in der Vergangenheit nichts zur Verhinderung von Anschlägen beigetragen hat, im Gegenteil: Wo die politische Polizei im Spiel war, war sie es negativ, wie in Neuenburg, wo Aktivisten der Nationalen Aktion Anschläge auf karitative und linke Adressen verübten – Aktivisten, die ihre Informationen direkt vom Chef der politischen Polizei Neuenburgs, ebenfalls ein NA-Mitglied, hatten. Eine solche Geschichte wird in diesem Bericht aber bezeichnenderweise verschwiegen.

Die SP-Fraktion hatte dem Extremismusbericht gegenüber – und vor allem auch gegenüber der Bearbeitung durch die Bundesanwaltschaft – von Anfang an Vorbehalte. Diese Vorbehalte haben sich trotz des auch Positiven bestätigt. Viel wichtiger als ein solcher Bericht, dem jede Tiefenschärfe fehlt, wäre es nun, das Phänomen des Rassismus durch die Expertenkommission gegen Rassismus ausleuchten zu lassen. Die Analyse des Rassismus ist nämlich nicht einfach eine polizei-

liche Aufgabe, sondern eine Fragestellung, welche den Einbezug von Fachleuten aus den verschiedensten gesellschaftlichen Bereichen erfordert; diese Lehre sollte aus dem Extremismusbericht als mindestes gezogen werden.

M. de Dardel: Je pense que le Parlement a eu tort de suivre le postulat de M. Steffen et le Conseil fédéral a eu tort d'associer dans un même rapport la demande faite par Mme Grendelmeier et celle de M. Steffen. Il s'ensuit une extraordinaire confusion des notions, des faits, des actes, au point qu'aujourd'hui tous les dérapages sont possibles, surtout avec les déclarations des représentants du Parti des automobilistes qui en viennent à tout mélanger et à mettre au fond sur le même pied tout l'activisme politique qui peut exister et qui est plus ou moins illégal. C'en est au point que, dans la bouche de M. Scherrer Jürg, la comparaison a été faite entre des attaques à l'arme à feu contre des foyers de demandeurs d'asile et des blocages de circulation routière comme le WWF a pu en faire ou comme, sauf erreur, la Lega d'ailleurs a pu en faire également au Tessin. Ainsi, des actes relativement dérisoires de blocage de circulation routière, qui n'impliquent en définitive que de simples contraventions, sont comparés à des crimes contre la vie humaine. En arriver là, c'est vraiment avoir un moteur à explosion à la place du cœur!

En ce qui concerne les appréciations faites par le Conseil fédéral, il faut le dire, l'essentiel qui restera de ce rapport, c'est malheureusement l'énumération, le tableau sinistre des attentats racistes qui ont eu lieu ces dernières années dans notre pays. Au sujet de ces attentats, j'ai trois remarques à faire. La première, c'est que je n'arrive pas à comprendre pourquoi le Conseil fédéral, chaque fois qu'il commence à parler de ce problème, déclare que la sécurité de l'Etat n'est pas vraiment mise en danger par ces séries d'attentats. Je ne comprends pas cette déclaration parce que cela signifie ou bien qu'il n'y a pas de danger d'un coup d'Etat ou d'un renversement du gouvernement – ce qui est évident, c'est enfoncer une porte ouverte – ou alors que ces attentats ne constituent pas vraiment un danger pour le fonctionnement de la démocratie. Si c'est ça que vous voulez dire, Monsieur le Conseiller fédéral, je pense que vous vous trompez complètement. Ces attentats ont incontestablement une énorme influence sur le fonctionnement des forces politiques. Il y a une espèce de stimulation réciproque entre les attentats qui se produisent et les discours politiques de certaines forces de droite nationaliste dans ce Parlement. Cette stimulation, ce dynamisme a de terribles conséquences sur l'ensemble du climat politique et vise, en fait, à faire pression sur les autorités politiques. Dans ce sens-là, il y a un réel risque pour la démocratie.

Deuxième appréciation du Conseil fédéral: il y a eu diminution des attentats racistes entre 1991 et 1992 puisque selon le recensement qui a été fait au début du mois de novembre 1992, le nombre des attentats racistes est passé de 70 à 35 environ; il semble qu'il y ait une diminution de 50 pour cent entre les deux exercices annuels. Le Conseil fédéral attribue la diminution de ces attentats racistes à une diminution des entrées en Suisse de requérants d'asile. Cette prétendue analyse est absolument contestée par notre groupe – et par d'autres d'ailleurs, – car elle ne repose sur aucun élément objectif certain. Au contraire, il est d'expérience historique que le nombre de demandeurs d'asile ou d'étrangers n'est pas nécessairement en relation avec la virulence des manifestations racistes. L'exemple politique actuel est le cas de l'ex-DDR qui, en fait, connaît un pourcentage extrêmement faible d'étrangers et c'est précisément dans cette région qu'en Europe les attentats racistes sont les plus importants.

Enfin, dernier élément, nous disons qu'il n'y a pas besoin de police préventive contre les attentats racistes. Il suffit, grâce à la convention que nous avons approuvée ce matin et aux dispositions pénales qu'elle contient, d'appliquer la loi de manière rigoureuse à ces délits comme à n'importe quel autre délit pour que ces attentats soient diminués en tout cas dans leur virulence.

Nous acceptons ce rapport. Si un nouveau rapport doit être fait par le Conseil fédéral, nous aimerions qu'il soit limité aux attentats racistes dans ce pays.

Persönliche Erklärung – Dichiarazione personale – Déclaration personnelle

On. **Maspoli:** Vorrei solo dire due parole al collega che mi ha preceduto a questa tribuna – forse l'italiano non lo capisce, ma non fa niente. Se non lo capisce lui, è importante che capiscano gli altri.

Se Lei mette sullo stesso piano il movimento della Lega dei Ticinesi con il movimento nazista, se Lei paragona le nostre azioni a quelle dei neonazisti, allora io Le posso dire che Lei non offende me, Lei offende i miei elettori, offende parte del popolo ticinese, ma soprattutto – se lo lasci dire – offende se stesso.

M. de Dardel: M. Maspoli ne m'a pas ou mal écouté. J'ai dit exactement le contraire de ce qu'il m'attribue. J'ai dit que je trouvais que les blocages de circulation étaient des actes dérisoires – c'est ce que j'ai dit, Monsieur Maspoli –, que le WWF était accusé d'en avoir commis, qu'à ma connaissance la Lega aussi, une fois en tout cas, et que je trouvais cela dérisoire, une simple contravention au pire.

On. **Maspoli:** E allora, collega, La prego di accettare le mie scuse.

Frau Grendelmeier: Ich habe nun Gelegenheit gehabt, nicht nur heute morgen, sondern auch heute nachmittag sehr gut zuzuhören. Ich kann Ihnen mitteilen, dass die LdU/EVP-Fraktion weitgehend – nicht in allen Teilen – in zustimmender Weise von diesem Bericht Kenntnis nimmt. Eines hat er gezeigt: Umsonst wurde er nicht hergestellt, hat er doch in erschreckender Deutlichkeit gezeigt, wie notwendig er war und wie notwendig es sein wird, die rechtsextreme Szene weiter zu beobachten.

Natürlich bin ich wieder einmal von Herrn Reimann Maximilian, einmal mehr auch von Herrn Scherrer Jürg angegriffen worden. Dem einen hat es nicht gefallen, dass ich mich seinerzeit dagegen gewehrt habe, dass man den Bericht über rechtsextremistische Umtriebe zusammen mit links, oben, unten, hinten, vorne und rundum und Umwelt und mit allem, was man sonst noch hineingepackt hat, behandelt. Wir haben nun aber über 20 Jahre lang mit ungeheurer Akribie nach links geschaut; nun war es Zeit, endlich einmal das rechte Auge zu öffnen und ausschliesslich und nur da hinüberzuschauen. Die anderen Extremismen hätte man durchaus in einem separaten Bericht behandeln können, und deshalb ist dieser Bericht auch ein bisschen kunterbunt geraten.

Eines hat er allerdings gezeigt: Was man vorhin eben noch bedauert hat, ist für mich ein Beweis, wie recht ich hatte. Für die linksextreme Szene blieben tatsächlich nicht mehr als sieben Zeilen. Das heisst mit anderen Worten: Sie spielt in unserem Land keine Rolle mehr.

Hingegen haben wir eine erschreckende Auflistung; es sind vierzehn dicht beschriebene Seiten von begangenen Anschlüssen vermuteter und tatsächlicher rechtsextremer Kreise.

Nun, was wollte ich mit diesem Postulat? Ich habe es heute morgen angedeutet. Ich wollte sagen: Wehret den Anfängen! Und schauen Sie, Herr Reimann Maximilian – er ist nicht da –: Wenn man mir nun vorwirft, dass das viel zu früh gewesen sei, muss ich Ihnen sagen, dass es damals schon höchste Zeit war, eher zu spät; denn wer Augen hatte zu sehen, konnte erste Tendenzen bereits Ende 1981 ausmachen. 1989 war allerletzte Gelegenheit, um noch irgendwelche Anfänge überhaupt zu stoppen, denn vergessen wir eines nicht: Vor mehr als fünfzig Jahren ist Hitler auch nicht von einem Tag auf den anderen an die Macht gekommen und zum Diktator geworden. Es brauchte eine gewisse Blindheit der gesamten Bevölkerung, und es brauchte einen Mangel an Ernstnehmen dessen, was sich vor den Augen der anderen Parteien abspielte – und das wollte ich verhindern.

Schauen Sie: Wer wie ich den schlechtesten Jahrgang dieses Jahrhunderts hat – 1939 –, ist ein besonders gebranntes Kind. Auch wenn wir damals Kleinstkinder waren und bestimmt nicht rational begreifen konnten, was das alles bedeutete – wir haben es sozusagen über die Haut mitbekommen. Ein Beweis

dafür ist vielleicht der, dass sich Leute meiner Generation während der letzten zehn Jahre nicht vorstellen konnten, dass so etwas noch einmal auch nur aufflackern könnte; uns haben sich automatisch die Nackenhaare gestellt, wenn wir nur von weitem rassistische Witze hörten, Judenwitze, die dann in Türkenwitze umgewandelt und wiederum auf Tamilen oder welche Sündenböcke auch immer umverlagert wurden.

Heute ist das anders: Heute sind nicht nur Tamilenwitze, Türkenwitze salonfähig geworden – ja, selbst Judenwitze dürfen wieder erzählt werden, ohne dass jemand aufsteht und den Tisch verlässt. Da tragen wir eine grosse Verantwortung.

Die heutige Generation, die sich nun in diesen gewalttätigen Gruppen zusammenschliesst, hat diesen Reflex nicht mehr. Es sind junge Leute. Für sie sind Hitler, Hakenkreuz und ähnliches, was für uns vielleicht Bismarck, Napoleon oder sonst eine historische Figur war; man findet es ganz einfach «lässig» oder «geil» oder was gerade das Modewort ist. Darauf haben wir zu achten.

Wir dürfen ihnen keinen Vorwurf machen, dass sie zu spät geboren sind. Verantwortlich sind wir, die wir diese schreckliche Zeit, sei es als Kinder oder als Jugendliche oder aus den Erzählungen unserer Eltern, mitgemacht haben. Wenn wir heute in diesem Saal nicht beginnen – das war mein dringendster Wunsch bei diesem Postulat – zu manifestieren, dass wir nicht bereit sind, zuzulassen, dass sich die dreissiger Jahre wiederholen, dann läuft uns die Geschichte davon. Dann haben wir in einem Ausmass versagt, das weit über dasjenige unserer Eltern hinausgeht. Wir können nicht mehr sagen, wir hätten nichts gewusst, wir hätten es nicht voraussehen können – wir könnten, wenn wir wollten.

Deshalb bitte ich Sie hier in diesem Saal, aber auch für sich ganz allein, einmal zu überlegen, warum es bei so vielen Anschlägen in so kurzer Zeit denn so schwierig war, es als das zur Kenntnis zu nehmen, was es war: eine sich abzeichnende Katastrophe. Was mir fehlt, ist der Aufschrei!

Man geht zur Tagesordnung über. Ich darf nicht daran denken, was passiert wäre, Herr Bundesrat Koller, wenn ich Sie nicht durch dieses Postulat – unterzeichnet von 104 Mitgliedern dieses Rates – aufgefordert hätte, nun endlich nach rechts zu schauen. Wäre das einfach «liegengeblieben»?

Ich bitte Sie aus dem einfachen Grunde, weil ich Angst habe, nicht mit dem Finger auf Deutschland zu zeigen, nicht auf Italien, nicht auf Frankreich und nicht auf Österreich, sondern dass wir einmal schauen, was in diesem Lande los ist und wie es möglich sein konnte, dass diese Gruppierungen bisher so ungestraft kriminelle Aktionen unternehmen konnten. Ich muss die Frage hier wagen: Ist es denkbar, dass diese jungen Leute bis weit in bürgerliche Kreise der sogenannten Normalbevölkerung hinein stille Sympathie und stumme Zustimmung geniessen? Wenn das so ist, dann sind wir allerdings zu spät. Ich hoffe, wir erfassen jetzt die Gelegenheit und bekennen uns – alle Parteien – zu einem demokratischen Staat und zu einer menschlichen Gesellschaft.

Bundesrat Koller: Wir haben in unserem Land das Privileg, diesen Extremismusbericht in einem Zustand relativer Ruhe und Sicherheit diskutieren zu können. Nach den Ausfälligkeiten, die ich anhören musste, frage ich mich allerdings besorgt, wie es tönen würde, müssten wir einen solchen Bericht eines Tages diskutieren, wenn unser Land von einer derartigen Gewaltwelle heimgesucht würde, wie das zurzeit für unser Nachbarland Deutschland zutrifft.

Eines gilt es festzuhalten: Wir wollen nicht dramatisieren; aber der Bericht zeigt deutlich, dass es gewalttätigen Extremismus auch in der Schweiz gibt. Und wir haben keinen Grund, diese Gewaltakte irgendwie zu bagatellisieren oder nicht ernst zu nehmen. Gleichgültigkeit wäre zweifellos fehl am Platz und könnte sich später böse rächen.

Es gilt auch in unserem Lande gegenüber all jenen Personen und Kreisen wachsam zu sein, die sich nicht an die Regeln des Rechtsstaates halten und unsere demokratische Kultur unterlaufen oder zerstören wollen, welcher Richtung sie auch immer angehören. In einem freiheitlichen und demokratischen

chen Gründen sie auch immer begangen wird und gegen wen auch immer sie sich richtet. Wer gegen das Gewaltverbot verstösst, muss die ganze Härte des Gesetzes erfahren. Es darf kein Pardon und keine Nachsicht geben, und wenn irgendwo, so muss hier das Wort gelten: «Wehret den Anfängen.» Wir sind in diesem Zusammenhang auch verpflichtet, Polizei und Justiz in ihrem Kampf gegen den gewalttätigen Extremismus die volle Unterstützung zu gewähren.

Entschiedene Repression ist nötig und wichtig, aber sie ist zweifellos nicht ausreichend, im Gegenteil; ich werde darauf zurückkommen. Schliesslich ist die geistig-politische Auseinandersetzung mit dem Extremismus natürlich viel wichtiger als die Repression; aber auch die Repression muss konsequent realisiert werden, wenn es zur Gewaltanwendung kommt. Jede Einäugigkeit auf diesem Gebiete ist fehl am Platz.

Es ist der erste derartige Bericht, den wir Ihnen aufgrund dreier Postulate aus Ihrem Kreis unterbreiten. Wir haben daher bei der Abfassung dieses Berichtes Neuland betreten. Es gab auch keine ausländischen Muster, an die wir uns hätten anlehnen können. Der deutsche Verfassungsschutzbericht, der jedes Jahr erscheint, befasst sich mit einem viel weiteren Gebiet, vor allem auch mit dem Terrorismus, mit der Spionage und allen anderen Tätigkeiten eines vernünftigen Staatsschutzes.

Ich bin daher keineswegs überrascht, dass dieser Bericht in den Medien und auch in Ihrem Rate zum Teil umstritten bleibt; denn der Extremismusbericht befasst sich mit einem äusserst komplexen Thema und beinhaltet eine staatliche Tätigkeit, die von Natur aus sehr kontrovers ist. Aber ich glaube, die mittlere Unzufriedenheit, die ich in Ihrem Rate feststellen durfte, ist für mich ein gutes Zeichen, dass der Bericht zwar sicher nicht perfekt und vollkommen ist – wie könnte ein Bericht auf einem so schwierigen Gebiete das auch sein? –, aber dass wir auf dem richtigen Wege sind.

Schon die Abfassung des Berichtes kam einer eigentlichen Quadratur des Zirkels gleich; denn die Postulate fielen mitten in die sogenannte Fichenaffäre. Das hat uns schon die Erhebung der einschlägigen Daten sehr erschwert. In der damaligen Zeit wäre auch eine möglichst sachlich-nüchterne Beurteilung wohl kaum möglich gewesen. Ich glaube daher, dass es gar nicht von Nachteil war, dass wir relativ viel Zeit gebraucht haben, um Ihnen diesen heiklen Bericht zu unterbreiten; denn ich hoffe – ich glaube, die Diskussion hat es, abgesehen von diesen Ausfälligkeiten, doch gezeigt –, dass wir auch auf diesem Gebiete wieder diskussionsfähiger geworden sind.

Ein solch erstmaliger Bericht ist naturgemäss mit vielen Unsicherheiten belastet. Das beginnt – und darauf ist zu Recht hingewiesen worden – schon bei den Begriffen. Rechtsextremismus oder Linksextremismus, wie der Extremismus ganz generell, sind keine klar abgrenzbaren Begriffe. Wir haben uns daher an die allgemeingültigen Kategorien dieser Unterscheidungen gehalten. Aber einen Punkt möchte ich hier doch ganz klar festhalten: Der Links- und der Rechtsextremismus treffen sich in einem ganz zentralen Punkt, nämlich in ihrer Bereitschaft zur Gewalt. Das ist es, was sie – leider – miteinander verbindet.

Wir konnten Ihnen mit diesem Extremismusbericht auch keine wissenschaftliche Abhandlung verfassen, sondern es handelt sich hier um eine politische Standortbestimmung, die auf einer Zusammenstellung polizeilicher Erkenntnisse beruht, wie sie im zweiten Teil des Berichtes detailliert dargelegt sind. Daraus folgt, dass wir den Ursachen für Extremismus und Gewaltbereitschaft von Personen und Gruppen in unserer Gesellschaft nicht im Detail nachgehen und keine vertiefte Ursachenforschung betreiben konnten.

Aber in einem Punkt möchte ich doch ganz klar festhalten: Es geht einfach nicht an, dass man von einer gewissen politischen Seite her hier ständig sagt, der einzige Grund dieser erhöhten Gewaltbereitschaft bestehe in der unbegrenzten Einwanderung und in der ständig zunehmenden Zahl von Asylgesuchen. Ich möchte diese Leute doch wirklich bitten, auch einmal die grossen Fortschritte zur Kenntnis zu nehmen, die wir auf diesem Gebiete realisiert haben:

1. Die starke Reduktion der Zahl der Asylgesuche: Die Zahl der Asylgesuche ist in diesem Jahr um mehr als 50 Prozent zu-

2. Die starke Beschleunigung der Verfahren: Die lange Dauer der Verfahren war ja einer der Hauptgründe der besonderen Attraktivität der Schweiz. In diesem Jahre haben wir zwei Drittel aller Gesuche in drei Monaten erledigt. Das hat uns auch einen viel konsequenteren – weil humaneren – Vollzug negativer Asylentscheide ermöglicht.

In diesem Zusammenhang darf ich auf eine Frage von Herrn Reimann Maximilian antworten, dass es total falsch wäre, wenn man für die zunehmende Gewaltbereitschaft auch in unserer Gesellschaft irgendwelche monokausalen Erklärungen heranziehen würde. Das war auch der Sinn des Zitates von Herrn Romano, der als Soziologe an der Universität Zürich tätig ist.

Das Ergebnis unserer Standortbestimmung liegt nun vor. Der Bundesrat ist in der Auffassung bestärkt worden, Herr de Darde, dass unser Staat und seine Institutionen heute durch extremistische politische Störungen nicht ernsthaft gefährdet sind. Hier liegt doch wohl gegenüber den Verhältnissen beispielsweise in der Bundesrepublik Deutschland ein entscheidender Unterschied.

Wir sind aber auch in der Ueberzeugung bestärkt worden, dass extremistische und rassistische Uebergriffe unser politisches und soziales Klima in den letzten Jahren vermehrt stören. Die innere Sicherheit der Schweiz ist glücklicherweise nicht ernsthaft in Gefahr, der innere Frieden aber zunehmend lokal gestört. Für die politische Arbeit müssen wir sowohl den latenten als auch den offenen Extremismus ernst nehmen.

Die Arbeiten zu diesem Extremismusbericht wurden zu Beginn dieses Jahres abgeschlossen und betreffen daher das Geschehen der Jahre 1989 bis Ende 1991. Das ist übrigens mit ein Grund, weshalb wir festgestellt haben, dass während dieser Beobachtungszeit (1989 bis 1991) der Linksextremismus zweifellos nicht jene Rolle gespielt hat wie der Rechtsextremismus. Das mag beispielsweise in den siebziger Jahren anders gewesen sein. Aber für diese Beobachtungsperiode 1989 bis 1991 war zweifellos der Rechtsextremismus das gefährlichere Phänomen.

Dies gilt einmal für die fremdenfeindlich motivierten Akte gegen Ausländer: Dieses Jahr wurden bis Anfang Dezember 38 Angriffe gegen Asylbewerberunterkünfte gemeldet, davon 20 Sachbeschädigungen und 13 Brandstiftungen oder entsprechende Versuche. Fünf dieser Fälle sind aufgeklärt: in zwei Fällen waren jugendliche Schweizer die Täter, die drei übrigen Delikte wurden durch Asylbewerber selber begangen. Im Vergleich zum Vorjahr – und diese erfreuliche Feststellung darf ich hier noch einmal ausdrücklich machen – sind die Zwischenfälle quantitativ wie auch in bezug auf die Schwere der Delikte eindeutig zurückgegangen. Letztes Jahr verzeichneten wir insgesamt 77 Fälle. Davon konnten, Herr Rechsteiner, immerhin 25 – also etwa ein Drittel – aufgeklärt werden, und das ist bei vergleichbar schwierigen Delikten zweifellos keine schlechte Aufklärungsquote. 22 dieser aufgeklärten Fälle wurden hinsichtlich Täter und Motive ausgewertet. In 11 Fällen, also in 50 Prozent der Fälle, gab es fremdenfeindliche Motive, davon waren in 6 Fällen vermutete oder tatsächliche Bezüge zum organisierten Rechtsextremismus feststellbar. Bei 10 der 22 aufgedeckten Fälle waren Jugendliche oder junge Erwachsene beteiligt. Ebenfalls bei 10 waren es Asylbewerber selber oder andere Ausländer. Die Täter wohnten jeweils in der Region des Tatorts. Was wir schon im Bericht festgestellt haben, gilt auch heute noch: Eine überregionale Koordination war in keinem Fall feststellbar.

Erlauben Sie mir noch ein Wort zur Welle rechtsextremer Gewaltanwendung in Deutschland und zu allfälligen Rückschlüssen auf die Schweiz: Glücklicherweise konnten wir feststellen, dass es auf dem Gebiet des Rechtsextremismus zwar grenzüberschreitende Kontakte gab und gibt, dass wir aber erfreulicherweise in keinem einzigen Fall von Gewalttaten in Deutschland eine schweizerische Beteiligung feststellen konnten. Der deutsche Rechtsextremismus hat sich seinerseits bisher auch nicht auf unser Land ausgewirkt.

Auch der Extremismus unter Ausländern setzt sich fort: Dieser Extremismus unter Ausländern – es wurde das Beispiel der PKK genannt – ist nach wie vor ein besonderes Problem, weil

springt, sondern mit kaum beeinflussbaren Faktoren im Ausland zusammenhängt. Vor allem mit Gewalttaten verbundene Geldeintreibungen zum Zwecke der Finanzierung des Kampfes in Konfliktgebieten kommen immer noch vor. Dabei wird heute zum Teil mit erpresserischen Taktiken und mafiaähnlichen Methoden vorgegangen. Erfreulich ist allerdings, wie wir gestern festgestellt haben, dass aufgrund der Verordnung über den Erwerb und das Tragen von Schusswaffen durch jugoslawische Staatsangehörige die Beschaffung von Schusswaffen in unserem Land sofort sehr stark zurückgegangen ist. Der Linksextremismus hat in unserem Land nach dem Verschwinden des kommunistischen Systems sowjetischer Prägung mangels Vorbildern ebenfalls stark an Boden verloren. Ich glaube aber, Herr Rechsteiner, dass wir uns nach allen Seiten um Objektivität bemüht haben. Wir müssen auch feststellen, dass einige in die Szene der sogenannten Autonomen abgewandert sind, die unter dem Vorwand der Wohnungsnot, der Umweltproblematik oder des Sozialabbaus ihren gewalttätigen Kampf gegen die Gesellschaft sporadisch fortsetzen. Herr Scherrer Jürg, Sie haben geltend gemacht, wir hätten uns überhaupt nicht mit dem Extremismus unter dem Deckmantel des Umweltschutzes befasst. Ich darf Sie aber ausdrücklich auf die entsprechenden Angaben im Bericht auf Seite 40ff. verweisen. Dort werden mehrere Gruppen mit den Bezeichnungen «Gruppe Rost», «Basta Basisgruppe Luzern» usw. erwähnt, die sich zu Gewalttaten wie Sachbeschädigungen an Fahrzeugen und Anschlägen auf eine Automobilimportfirma und eine Karosseriewerkstätte bekannten. Auch auf eine Aktion mit der Bezeichnung «AuTod» wurde hingewiesen, die darin bestand, Autos durch Sprayaufschriften zu beschädigen. Diese Gewaltakte und Aktionen sind zu verurteilen, und zwar ebenso klar wie alle anderen. Aber es muss auch festgehalten werden, dass sie vom Umfang und vom Gefährdungspotential her nicht mit den fremdenfeindlichen Anschlägen verglichen werden können. Nichtsdestoweniger sind auch diese Straftatbestände konsequent zu verfolgen. Das ist zurzeit übrigens auch in bezug auf den Verkehrsunterbruch vom 17. Juni letzten Jahres vor dem Gotthardtunnel der Fall. Die entsprechenden Straftaten sind dem ernerischen Staatsanwalt überwiesen worden.

Erlauben Sie mir noch ein Wort in bezug auf die Zukunft. Die wirtschaftliche Rezession mit der zunehmenden Arbeitslosigkeit und der nach wie vor angespannten Lage auf dem Wohnungsmarkt, aber auch ein möglicher Wiederanstieg der Asylbewerberzahlen im Zuge anhaltender Konflikte innerhalb und ausserhalb Europas können leicht und schnell zu einer Verschärfung der Lage auch in unserem Lande führen. Die Perspektiven für die künftige Entwicklung auf dem Gebiete des gewalttätigen Extremismus müssen im Lichte dieser Probleme daher eher pessimistisch beurteilt werden. Sie sprechen dafür, dass wir uns weiterhin und vielleicht künftig sogar noch mehr als bisher mit extremistischem Verhalten, aber ganz allgemein mit einer Zunahme der Gewalt in unserer Gesellschaft intensiv auseinandersetzen müssen, vor allem auch mit dem Phänomen der Gewalt unter Jugendlichen.

In Ihrer Kommission ist in diesem Zusammenhang kritisiert worden, dass sich der Extremismusbericht zu wenig über die ansteigende Gewaltbereitschaft von Jugendlichen äussere. Das Problem besteht ganz zweifellos. Gleichzeitig mit der tendenziell generell ansteigenden Zahl von Gewaltdelikten stellen wir heute fest, dass Gewaltanwendungen mit und ohne Waffen von Jugendlichen und auch unter Jugendlichen vermehrt auftreten und in bestimmten Ortschaften sogar ein beängstigendes Ausmass annehmen. Die Ereignisse gehen auf Entwicklungen zurück, die nur sehr mittelbar mit extremen politischen Auffassungen und Tätigkeiten zu tun haben. Diese Gewaltbereitschaft unter Jugendlichen hat vielmehr mit dem Verlust an familiären, sozialen und religiösen Beziehungsnetzen zu tun. Es fehlt unserer Jugend offensichtlich an Orientierung. Polizei und Strafrecht sind diesen Phänomenen gegenüber daher wirklich nur die Ultima ratio. Vorangehen müssen Familie, Schule, Kirche, soziale, kulturelle und sportliche Institutionen. Sie alle tragen eine besondere Verantwortung, weil der Staat zwar Gesetze erlassen, den Menschen aber keinen

zwar notwendig, genügt aber nicht, um Menschen zu rechtmässigem Handeln zu bewegen. Wichtiger als Strafrecht ist daher gerade gegenüber der Gewaltbereitschaft der Jugendlichen die Stärkung jener Institutionen, die dem einzelnen Jugendlichen Halt und Orientierung geben und an seiner Erziehung zur eigenverantwortlichen Persönlichkeit mitwirken.

Aus diesen Gründen hätten wir es als verfehlt betrachtet, dem Extremismusbericht einen Teil zur Jugendgewalt anzuhängen, denn diese hat, wie gesagt, mit politischem Extremismus recht wenig zu tun. Dagegen möchte ich auch hier noch einmal auf den lesenswerten Bericht der Eidgenössischen Kommission für Jugendfragen hinweisen, den wir auf Seite 14 des Berichtes zitiert haben.

Im übrigen hatten wir vor einiger Zeit eine wichtige Massnahme ergriffen, indem wir im Strafgesetzbuch das sogenannte Brutalverbot aufgenommen haben, das den Film- und Videomarkt immerhin von den allerschlimmsten Auswüchsen befreit hat. Aber selbstverständlich können wir gerade in diesem Bereich mit Strafrecht allein das Uebel nicht beheben. Auch hier muss trotz Brutalverbot die Hauptverantwortung bei den Eltern, der Schule und den Medien bleiben.

Auf den Katalog der Massnahmen möchte ich hier nicht mehr weiter in einzelnen eingehen. Wir haben einen ganzen Massnahmenkatalog auf Seite 16ff. des Berichtes dargelegt.

Ich möchte noch einmal betonen, dass im Kampf gegen den gewalttätigen Extremismus der entscheidende Beitrag durch die geistig-politische Auseinandersetzung zu leisten ist. Ihr kommt – nach Auffassung des Bundesrates – der Vorrang vor administrativen, polizeilichen oder gerichtlichen Massnahmen zu. Letztlich kann nur eine auf allen staatlichen Ebenen und in allen gesellschaftlichen Kreisen geführte offene geistig-politische Auseinandersetzung über diese Erscheinungen Bürgerinnen und Bürger vor einer unkritischen Übernahme extremistischer Parolen und Einstellungen bewahren und ein Abgleiten in extremistische Verhaltensweisen verhindern. Mit der heutigen Debatte möchte daher der Bundesrat die Diskussion über Extremismus und gewalttätigen Extremismus im besonderen in keiner Weise abschliessen. Vielmehr sollte sie ein Aufbruch zur Weiterführung eines offenen Dialogs über diese besorgniserregenden Phänomene sein. Gerade hier wird sich unsere politische Kultur zu bewähren haben.

In diesem Sinne ist Ihnen der Bundesrat dankbar, dass Sie den Bericht gemäss Antrag der stark überwiegenden Mehrheit der Kommission zur Kenntnis nehmen. Gleichzeitig beantrage ich Ihnen, den Rückweisungsantrag der Minderheit Scherrer Jürg abzulehnen und die drei dem Bericht zugrunde liegenden Postulate – Postulate Grendelmeier, Maximilian Reimann und Steffen – abzuschreiben.

Persönliche Erklärung – Déclaration personnelle

Steffen: Zunächst eine Bemerkung an Bundesrat Koller und an den Bundesrat.

Ich bin persönlich sehr froh – wir sind auch als Parteigruppe froh –, dass Sie die drei Postulate Grendelmeier, Reimann Maximilian und des Sprechenden zusammengefasst und darüber einen Gesamtbericht erstattet haben. Es wäre falsch gewesen, einen einseitigen Bericht nach Wünschen von Frau Grendelmeier zu verfassen. Ich möchte Ihnen an dieser Stelle auch für Ihre jetzigen Erklärungen danken. Soviel an die Adresse des Bundesrates.

Nun muss ich aber noch Herrn Rechsteiner etwas sagen: Er hat in seinem Votum von NA-Aktivistinnen gesprochen, die da irgendwo im Kanton Neuenburg Straftaten begangen haben sollen. Wenn ich das Wort Aktivistinnen höre, geht es dabei doch quasi um den verlängerten gewaltsamen Arm einer Organisation. Ich habe der Nationalen Aktion als Mitglied angehört und gehöre jetzt den Schweizer Demokraten an. Wir hatten nie einen gewaltsamen Arm. Wir hätten, wenn in unseren Reihen von Gewalt gesprochen worden wäre, ein solches Mitglied sofort nach einem demokratischen Verfahren ausgeschlossen. Eine solche Person hätte nicht in unserer Partei bleiben können.

Wir haben seit 1961 – solange wir politisieren – unsere Interessen stets nach demokratischen Regeln verfochten. Wir haben die Mittel von Initiative und Referendum gewählt, haben sie durchgezogen, und am Schluss, wenn das Resultat nicht nach unserer Absicht ausfiel, haben wir das auf demokratische Weise akzeptiert.

Ich möchte noch etwas zur allgemeinen Stimmung sagen, die in bezug auf unsere Partei und die Fraktion der Schweizer Demokraten manchmal zu verspüren ist. Man versucht, uns im Extremistenlager anzusiedeln. Das ist nicht in Ordnung. Man hat auch Bücher geschrieben. Ein Jürg Frischknecht, der grösste Fichensammler der Nation, hat das gemacht. Was man da alles an Lügen und Unterstellungen zu lesen bekommt, ist inakzeptabel. Ich möchte mich dagegen namens unserer Fraktion, der Partei und in meinem persönlichen Namen verwahren.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit
Für den Antrag der Minderheit

offensichtliche Mehrheit
Minderheit

Abschreibung – Classement

Antrag des Bundesrates

Abschreiben der parlamentarischen Vorstösse

gemäss Seite 1 des Berichtes

Proposition du Conseil fédéral

Classer les interventions parlementaires

selon la page 1 du rapport

Angenommen – Adopté

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

92.023

Internationales Privat- und Zivilprozessrecht. Abkommen

Droit international privé et procédure civile internationale. Conventions

Botschaft und Beschlussentwurf vom 19. Februar 1992 (BBI II 1182)

Message et projet d'arrêté du 19 février 1992 (FF II 1174)

Beschluss des Ständerates vom 4. Juni 1992

Décision du Conseil des Etats du 4 juin 1992

Kategorie V, Art. 68 GRN – Catégorie V, art. 68 RCN

Herr **Engler** unterbreitet im Namen der Kommission den folgenden schriftlichen Bericht:

Ausgangslage

Die Botschaft des Bundesrates über den Rückzug von vier Vorbehalten in vier multilateralen Staatsverträgen ist als Folgearbeit zum Bundesgesetz vom 18. Dezember 1987 über das internationale Privatrecht (IPRG) zu betrachten. Dieses Gesetz ist am 1. Januar 1989 in Kraft getreten.

Der Bundesrat hat die Auswirkungen des neuen IPRG auf sämtliche multilaterale Übereinkommen geprüft und ist zum Schluss gekommen, dass insgesamt vier Vorbehalte in vier Instrumenten zurückgezogen werden sollten.

Erwägungen der Kommission

Die Kommission für Rechtsfragen des Nationalrates hat sich an ihrer Sitzung vom 29. Oktober 1992 mit dieser Vorlage befasst. Sie hält dazu folgendes fest:

1. Das New Yorker Übereinkommen vom 10. Juni 1958 über die Anerkennung und Vollstreckung von ausländischen Schiedssprüchen

Extremismus in der Schweiz. Bericht

Extrémisme en Suisse. Rapport

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1992
Année	
Anno	
Band	VI
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	14
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	92.033
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	17.12.1992 - 15:00
Date	
Data	
Seite	2682-2693
Page	
Pagina	
Ref. No	20 022 079